

GRIR

**GROUPE
DE RECHERCHE
ET D'INTERVENTION
REGIONALES**



Université du Québec à Chicoutimi

L'ANCRAGE TERRITORIAL DU MOUVEMENT
ASSOCIATIF EN RÉGION PÉRIPHÉRIQUE:
avec la collaboration de Juan-Luis Klein,
Francine Savard, Richard Boudreault et
Christiane Gagnon. Notes et rapport de
recherche vol. V no. 1.

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION RÉGIONALES

**L'ANCRAGE TERRITORIAL
DU MOUVEMENT ASSOCIATIF
EN RÉGION PÉRIPHÉRIQUE**

**Juan-Luis Klein
Francine Savard
Richard Boudreault
Christiane Gagnon**

Notes et rapport de recherche vol.V no.1

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
Janvier 1986**

NOTE LIMINAIRE

Le lecteur ou la lectrice voudra bien noter que les textes suivants s'intègrent à une même recherche portant sur les perspectives de développement autonome en région périphérique, dont le coordonnateur est Juan-Luis Klein. L'objectif principal de cette recherche vise à saisir la dynamique et la contribution des groupements sociaux au développement autonome régional. Dans un premier temps, Juan-Luis Klein présente des réflexions théoriques sur la recherche et quelques résultats empiriques. Les groupements sociaux constituant une partie du mouvement associatif, Richard Boudreault tente de démontrer le rôle que ce dernier assume dans le développement de la région du nord-ouest (Rouyn-Noranda). Enfin, Francine Savard et Christiane Gagnon font porter leurs recherches sur deux études de cas spécifiques à savoir le regroupement d'organismes communautaires et culturels à Alma (ROCCA) et les organismes environnementaux de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Pour l'une il s'agit d'examiner "l'importance du ROCCA dans les nouvelles stratégies de l'État" et pour l'autre "d'établir des liens entre des pratiques associatives, notamment écologistes, et la question de la territorialité". L'ancrage territorial du mouvement associatif en région périphérique opère le filon central de cette recherche et des mémoires de maîtrise qui l'ont alimentée. Les quatre textes ont fait l'objet de communications, présentées dans le cadre d'un atelier de la section aménagement et urbanisme du 53^e Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, tenu sous les auspices de l'Université du Québec à Chicoutimi, le 23 mai 1985. L'intérêt et la pertinence de ces textes en regard de la problématique globale du GRIR ont conduit à la publication d'une version révisée des communications de l'ACFAS.

TABLE DES MATIERES

L'ANCRAGE TERRITORIAL DES GROUPEMENTS SOCIAUX

Juan-Luis Klein 1

LE MOUVEMENT ASSOCIATIF EN RÉGION PÉRIPHÉRIQUE: VERS UNE RÉAPPROPRIATION SOCIALE DE SON TERRITOIRE?

Richard Boudreault 7

PRATIQUES ALTERNATIVES EN RÉGION PÉRIPHÉRIQUE? UNE ÉTUDE DE CAS, LE REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET CUL- TURELS A ALMA (LE ROCCA)

Francine Savard22

PRATIQUES ÉCOLOGISTES ET TERRITORIALITÉ: QUELS LIENS?

Christiane Gagnon35

L'ANCRAGE TERRITORIAL DES GROUPEMENTS SOCIAUX

La recherche dont nous faisons état ici porte sur l'ancrage territorial des groupements sociaux¹. Nous nous interrogeons sur la portée territoriale du travail réalisé par ces groupes et sur celles des relations qu'ils établissent avec leur environnement et entre eux. Plus précisément, nous nous intéressons à la localisation des groupes et à la provenance de leurs membres, à leurs liens formels et informels, à la portée de leur travail, aux champs et modes d'intervention ainsi qu'à leurs rapports avec le milieu et avec l'État. Or, l'objet de notre recherche est moins d'étudier les groupes comme tels, et encore moins d'en faire une évaluation, que de saisir la dynamique de leur insertion dans le développement régional. En fait, on cherche à savoir si les groupes sociaux qui oeuvrent en région ont effectivement une dimension régionale². Ici, nous présenterons quelques réflexions théoriques et conceptuelles en relations avec cette recherche.

NOUVEAUX GROUPES SOCIAUX ET TERRITORIALITÉ

Sans vouloir faire une étude approfondie sur la définition des groupements sociaux, il nous semble important de constater que dès les années soixante-dix, on remarquait des retournements en ce qui concerne l'ancrage de ce type de groupements³.

Auparavant, les organisations sociales relevaient en général de la sphère de la production et du travail. Ainsi, dans les sociétés occidentales industrialisées, les syndicats étaient les organisations les plus actives. Aujourd'hui, la situation a passablement changé, et pour cause. Une partie importante de la population "active" se voit exclue du marché du travail car le système capitaliste ne peut plus poursuivre le rêve keynésien du plein emploi. Une autre partie non moins importante doit se contenter de la situation précaire provoquée par des emplois à temps partiel et saisonniers. En outre, la situation d'un grand nombre de personnes est menacée par les mutations technologiques de la production.

Il n'est donc pas étonnant que la population cherche à se donner des organisations sociales

ancrées en dehors du champ de la production. Ainsi, plutôt que de défendre les travailleurs d'une usine ou d'un secteur de la production, ces organisations "s'attaquent" aux problèmes d'autres couches de la population. Elles cherchent à améliorer la qualité de la vie, luttent pour le droit d'habiter un certain type de territoire, assurent certains services réclamés par leurs membres, etc... Dans une certaine mesure, ces groupes résultent de la volonté de certaines couches de la population de se maîtriser et de prendre en main leur environnement. Mais ce qu'il importe c'est de savoir en quoi consiste exactement cet environnement. S'agit-il d'un groupe oeuvrant au niveau des personnes, du quartier, de la localité, de la région?

Les réflexions récentes de certains auteurs permettent de mieux visualiser toute l'importance du problème soulevé. Ces réflexions débouchent sur un constat qui fait l'objet d'un consensus: dans l'impossibilité d'intervenir sur la société globale, les groupes sociaux se tournent vers des enjeux qu'ils considèrent plus proches, plus à leur portée⁴. Il s'agit d'une recherche d'identité qui se traduit, nous en faisons l'hypothèse, par une nouvelle territorialité.

Cette nouvelle territorialité se différencie de celle des anciens groupes sociaux parce qu'elle n'est pas associée à des classes sociales spécifiques; elle relève d'alliances de classes, de blocs sociaux, et dans cette mesure, elle est moins associée à des modes de production qu'à des modes de vie. Elle est moins conditionnée par des facteurs nationaux que par des facteurs locaux.

LE CADRE DE LA DUALISATION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET SPATIALE

Ainsi, il apparaît que les groupes sociaux sont, dans l'ensemble, très ancrés dans le milieu local. Or, l'insertion de ces groupes dans le milieu local prend une importance supplémentaire lorsqu'on la replace dans le contexte de la société de l'après-crise.

Il convient de rappeler que, au sortir de la crise des années soixante-dix, les sociétés occidentales industrialisées, dont celle du Québec, appliquent un nouveau mode de régulation du système économique. Ce nouveau mode se caractérise par l'établissement de deux vitesses de développement c'est-à-dire par la dualisation aux plans économique, social et spatial⁵. Ces trois dimensions de la dualisation révèlent cependant des aspects spécifiques de ces nouveaux rapports

entre les groupes sociaux et le local. Analysons-les en détail⁶.

La dualisation économique

Au plan économique émerge un secteur dit "performant", intégré au marché mondial, nécessitant un personnel hautement qualifié, et un secteur dit non performant, ancré dans un marché plus local, où oeuvrent des travailleurs moins qualifiés. Ainsi, on assiste à une situation d'intensification de la division technique du travail, dont découle l'accélération de la tendance bien connue vers la déqualification extrême de la grande majorité des travailleurs et vers la "surqualification" d'une minorité d'entre eux. Le secteur dit performant est constitué par les entreprises monopolistes de pointe, les entreprises d'État et toutes les structures d'appui au "virage technologique". Le secteur dit non performant est constitué par les PME et la petite production.

La dualisation sociale

Au plan social, la caractéristique principale de la dualisation réside dans le fait que les couches sociales concernées par le secteur dit non performant sont appelées à se procurer certains services qui auparavant étaient fournis par l'État. Dans ce domaine, les groupes sociaux jouent un rôle fondamental. Les groupes sociaux constituent un véritable "gisement" de travail bénévole que les gouvernements ne manquent pas d'essayer de mettre en valeur. De plus, avec de faibles budgets, les groupements sociaux créent des emplois, dans la mesure où une partie importante de leur financement provient des programmes gouvernementaux de création d'emplois. Ainsi, ces groupes appelés à se multiplier sont forcés de se conformer aux normes de l'État.

Or, tout en étant à bien des égards un produit de l'État ou de son absence, les groupes sociaux portent l'embryon d'une remise en question de celui-ci. En effet, leur confrontation constante avec les problèmes du milieu les amènent à évaluer négativement l'efficacité gouvernementale. Mais ce qui est plus important, ils transgressent dans leurs pratiques les limites des moules étatiques lorsqu'ils implantent des nouvelles formes de travail et qu'ils

éliminent les hiérarchies propres à la division capitaliste du travail.

Il demeure cependant que l'État trouve la façon de neutraliser le danger représenté par ce réservoir immense d'initiatives et d'énergie en le confinant au milieu local. Mais encore là, les groupes débordent ces limites en établissant des liens qui configurent des réseaux supra-locaux.

La dualisation spatiale

Au plan spatial, le problème prend une toute autre dimension. Il faut constater d'abord que l'établissement d'une société à deux vitesses se double d'une division en deux types d'espaces: les espaces du centre et les espaces de la périphérie. Dans les espaces du centre se concentrent les activités productives dites performantes; l'État y encourage le développement des technologies de pointe. Certes, on trouve aussi dans ce type d'espaces des pourcentages non négligeables de la population qui relèvent plutôt du secteur dit non performant. Mais on cherche plutôt à y concentrer les actions tendant à développer les activités de pointe.

D'autre part, les activités non performantes sont la caractéristique des espaces périphériques. Ici, les facteurs économiques et sociaux de la dualisation s'interrelient plus qu'ailleurs. En effet, dans les espaces périphériques, le repli de l'État se double du retrait des entreprises multinationales qui d'ailleurs, dans bien des cas, avaient été à l'origine de leur structuration⁷. Quand elles ne ferment pas leurs portes purement et simplement, elles diminuent leurs activités et réduisent leurs emplois.

Deux types d'acteurs sont ainsi interpellés en région périphérique pour assurer une "alternative" au repli de l'État et au retrait des multinationales: les PME et les groupes sociaux. Jusqu'à maintenant, la PME semble plutôt suivre les traces de la grande entreprise dont elle reste trop dépendante. Le défi retombe donc sur les groupes sociaux qui, dans l'esprit de plusieurs, constituent l'alternative du développement en région périphérique.

CONCLUSION

En région périphérique, les groupes sociaux ne se contentent donc pas de dispenser des services. Bien au contraire, ils sont appelés à jouer un rôle appréciable dans le développement régional. De plus, l'engagement des groupes avec leur milieu se renforce. Mais qui plus est, en région périphérique, ces groupes sont amenés, en plus de faire des pressions sur les administrations étatiques, en plus de dispenser des services, à s'intéresser aux conséquences de l'exploitation des ressources naturelles par les compagnies multinationales. Ainsi, par le poids qu'ils représentent dans ce type de régions, les groupes sociaux auront une influence certaine sur la recherche d'alternatives dans le développement régional, ce qui ne manquera pas d'avoir des répercussions au plan national. L'hypothèse selon laquelle les systèmes sociaux sont transformés par leurs périphéries semble donc encore pertinente.

Juan-Luis Klein

Professeur au département des sciences humaines

UQAC

NOTES ET RÉFÉRENCES

- 1- Il s'agit d'un projet de recherche intitulé "Perspectives de développement autonome dans une région périphérique", réalisé avec l'appui financier du fonds FCAR du gouvernement du Québec.
- 2- Des résultats préliminaires de cette recherche ont été diffusés dans KLEIN, J.L., "Groupes populaires et région", in Deslauriers, J.P., Godbout, J. et Klein, J.L., Les regroupements sociaux et les perspectives de développement autonome régional, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, GRIR, 1985, pp. 10-22.
- 3- Comme le constate MELUCCI, A., dans "Société en changement et nouveaux mouvements sociaux", Sociologie et sociétés, Vol. 10, No. 2, 1978, pp. 46 et suivantes.
- 4- Comme le dit BAREL, Y., dans La société du vide, Paris, Editions du Seuil, 1984, 267 p.
- 5- Voir MACLOUF, P. et SARBID, J.L., "Dualisation spatiale et dualisation sociale de la force de travail en période de crise: deux scénarios possibles, Revue d'économie régionale et urbaine, No. 1, 1983, pp. 119-146.
- 6- Nous résumons ici les premières constatations qui résultent d'une enquête administrée auprès de soixante-trois (63) groupes du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ultérieurement, nous diffuserons les résultats détaillés de cette enquête.
- 7- Comme nous l'avons illustré dans KLEIN, J.L. et PENA, O., "Impacts régionaux d'une multinationale canadienne: le cas de Noranda Mines, in Jean, B., et Lafontaine, D. (éds), Régions, régionalisme et développement régional, Cahiers du GRIDEQ, No. 14, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 1984.

LE MOUVEMENT ASSOCIATIF EN RÉGION PÉRIPHÉRIQUE: VERS UNE RÉAPPROPRIATION SOCIALE DE SON TERRITOIRE?

REPLI DE LA MULTINATIONALE ET SES CONSÉQUENCES SUR LE MILIEU LOCAL

Ce texte s'appuie sur les résultats d'une recherche empirique effectuée auprès des mouvements sociaux de Rouyn-Noranda, au printemps 1983. Cette recherche s'inscrit dans un projet de recherche du GRIR, sous la direction de Juan-Luis Klein et s'intitulant "Les perspectives de développement autonome dans une région périphérique".

En partant de l'hypothèse que face au repli de la Compagnie Noranda Mines, le mouvement associatif a un rôle à jouer dans le développement de Rouyn-Noranda, elle veut démontrer deux points principaux. D'abord, que la partie territoriale et les liens des filiations de ces groupes sociaux se situent surtout au niveau local. En ce sens, ils seraient bien ancrés dans leur milieu. Deuxièmement, piégés par les méfaits de la crise, les groupements sociaux actuels à Rouyn-Noranda, contrairement à ceux des années soixante-dix, ne sont pas en mesure de se réapproprier une partie de leur territoire.

UN PEU D'HISTOIRE

L'histoire de Rouyn-Noranda est liée de façon étroite à la multinationale Noranda Mines¹. Dès 1911, Edmund Horne découvre d'importants gisements de cuivre dans ce secteur. En 1922, des investisseurs s'associent à Horne et fondent la compagnie Noranda Mines². Elle y exploitera une mine et une usine d'affinage.

Entre les années trente et cinquante, la zone de Rouyn-Noranda et la compagnie connaissent une croissance sans entraves. Cependant, à la fin des années cinquante, Noranda Mines accélère la diversification et entreprend un redéploiement industriel trans-national³. Ce redéploiement de la compagnie diminue, par le fait même, l'importance accordée à la zone de Rouyn-Noranda. Une étape est franchie lors de la fermeture de la mine Horne en 1976, causant

alors la mise à pied de près de 500 travailleurs⁴.

En plus, la compagnie doit faire face, depuis quelques années, à des difficultés d'ordre environnemental. En effet, près de 50% de l'anhydride sulfureux produit au Québec provient de la fonderie de Noranda⁵. L'on sait que l'anhydride sulfureux est la principale cause des pluies acides. Devant les pressions de plus en plus grandes des groupes environnementalistes et du ministère de l'Environnement, Noranda laisse planer le doute de la fermeture. Or, en période de crise, devant le désengagement de plus en plus prononcé de l'État et du grand capital, principalement en région périphérique, le caractère dépendant de ce type de région devient alors plus évident⁶. Quelles seraient alors les solutions de rechange afin de réduire les effets du repli de la multinationale?

Les représentants de la petite bourgeoisie locale pourraient être appelés à jouer un rôle dans le développement de ce coin de pays. Mais économiquement soumise au grand capital de Noranda Mines, cette bourgeoisie ne peut s'affirmer comme porteur d'un développement alternatif et autonome. En s'appropriant, en partie, des champs politiques économiques et sociaux, le mouvement populaire pourrait, dans une certaine mesure, prendre le relais.

En période de crise, un nombre important de groupements sociaux émergent ayant comme conséquence d'amoindrir ces effets. Souvent ceux-ci mettent sur pied des projets en utilisant des ressources technologiques ou humaines répondant à certains besoins de la population, notamment à celle des classes populaires.

C'est donc à partir de ce constat que l'ensemble du mouvement populaire, qu'il soit de Rouyn-Noranda ou d'ailleurs, peut d'une certaine manière être considéré comme un acteur du développement régional. Ce type de développement que plusieurs voudraient endogène ou autocentré, repose, en partie sur la capacité de ces groupes de se mobiliser autour de projets structurés de façon autonome⁸. Nous entendons par ce concept un développement dont la gestion relève des communautés locales.

Dans un contexte de diminution progressive du rôle de la multinationale Noranda Mines comme moteur de développement économique de la zone de Rouyn-Noranda et face également aux

effets globaux de la crise économique, il est important de voir quel peut être le niveau de participation des groupements sociaux au développement de Rouyn-Noranda.

DES EXPÉRIENCES D'ANIMATION SOCIALE A LA SITUATION ACTUELLE

La naissance des groupes populaires de Rouyn-Noranda remonte à l'expérience d'animation sociale engendrée par le projet du BLOC et celui du mouvement syndical au début des années soixante-dix. Rappelons que le "BLOC", animé par la Compagnie des Jeunes Canadiens, se questionnait sur la situation économique de la région⁹. Ce questionnement rejoignait les objectifs du mouvement syndical, notamment de la CSN avec l'ouverture de son deuxième front¹⁰ (Tableau 1). Ce projet est le déclencheur du mouvement populaire en Abitibi-Témiscamingue. Parallèlement, l'on assiste à l'émergence d'un pouvoir rural avec des groupes luttant contre le découpage de l'espace tel que proposé par l'État avec le COMITÉ RÉGIONAL DES PAROISSES MARGINALES et l'ASSOCIATION COOPÉRATIVE IMMOBILIÈRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE¹¹.

Ces mouvements ruraux auront une grande importance puisqu'ils s'uniront brièvement aux mouvements urbains (nouvellement formés) pour la mise en commun de ressources physiques et techniques, notamment lors de l'achat d'une maison coopérative de services populaires à Rouyn-Noranda en 1974. De plus, cette brève réunion des groupements ruraux et urbains a contribué à la mise sur pied de la CONFÉRENCE RÉGIONALE DES MOUVEMENTS POPULAIRES en 1975¹². Fortement marquée d'une idéologie marxiste-léniniste, cette conférence se veut une analyse critique voulant faire ressortir les contradictions du mode de production capitaliste¹³.

Enfin, après un certain recul, les années quatre-vingt voient proliférer de nouveaux groupes. Issus de la crise économique, ces groupes intéressés pour la plupart à l'amélioration des conditions de vie axent leurs actions vers des secteurs spécifiques. Ils tentent de limiter le plus possible les méfaits de la crise.

GROUPEMENTS SOCIAUX: SECTEURS D'INTERVENTION

Pour les fins de notre recherche, douze groupements sociaux de la zone de Rouyn-Noranda

TABLEAU I

Evolution du mouvement populaire en Abitibi-Témiscamingue
1968-1984

ETAPES	NOM	DUREE	BUTS	ACTEURS	TACHES
1. 1968-1973					
A. Emergence du mouvement populaire par le mouvement syndical.	a) Le Bloc.	1969-72	Prise de conscience et mobilisation des couches populaires sur des problèmes régionaux.	Syndicats locaux. Animateurs de la CJC	Concevoir et réaliser des émissions de télévision à partir des cellules de travail installées partout dans la région.
	b) Club Coopératif de Consommation de Rouyn-Noranda.	1969-84	Fournir des services alimentaires à bas prix. Concurrencer les chaînes alimentaires et implanter un organisme démocratique.	Animateurs du Bloc. Syndicat de la CSN. Anciens leaders coopératifs.	Implantation des Clubs Coopératifs en Abitibi-Témiscamingue et mettre sur pied le projet Inter-Club.
B. Emergence des luttes rurales	a) Comité Régional des Paroisses Marginales (CRPM).	1970-83	Prise en main des ressources par les gens du milieu.	Agriculteurs et forestiers des zones rurales de l'Abitibi-Témiscamingue.	Projet La Tournée des Quarantaines. Demande de 12% du territoire au gouvernement pour des fins agro-forestières, etc.
	b) Association Coopératives Immobilière de l'Abitibi-Témiscamingue (ACIAT).	1971-77	Travailler à la revalorisation des ressources et à la conservation du patrimoine abitibien.	Animateurs sociaux de la CJC. Agriculteurs et forestiers des zones rurales.	Contrecarrer les spéculateurs. Acheter et revendre des terres sans esprit spéculatif. Projet "Terrier du village". Projet "Trotteur du Maquignon".
C. Naissance des mouvements urbains.	a) Association des Accidents du Travail de l'Abitibi-Témiscamingue.	1972-84	Défendre les intérêts des travailleurs accidentés.	Nouveaux leaders urbains attachés aux problèmes sociaux.	Etudier les lois de la santé et sécurité au travail. Apporter un soutien technique aux travailleurs. Etudier les lois de l'aide sociale. Apporter un soutien technique aux prestataires.
	b) Comité de Citoyens à Faible Revenu du Nord-Ouest.	1971-84	Défendre et représenter les intérêts des prestataires de l'aide sociale.	Leaders des groupes ruraux et urbains. Leaders coopératifs et syndicaux.	Préparation de colloques définissant la situation socio-économique de l'Abitibi-Témiscamingue.
2. 1973-1978					
Réunion des luttes urbaines et rurales.	a) Conférence Régionale des Mouvements Populaires (CRMP).	1973-75	Devenir le porte-parole des mouvements populaires régionaux. Lutter pour le pouvoir des forces laborieuses.	Syndicat de la CEQ. Club Coopératif de Consommation de Rouyn-Noranda. l'ACIAT le CRMP.	Gestion de la Maison Coopérative.
	b) Maison Coopérative des Services Populaires de l'Abitibi-Témiscamingue.	1974-78	Regrouper les intérêts communs des organismes populaires.		
3. 1978-1984					
Situation actuelle.	Nouveaux groupements sociaux: luttes pour l'amélioration des conditions de vie.	1978-84	Occuper l'espace abandonné par l'Etat.	Anciens leaders ruraux et urbains. Nouveaux leaders urbains: chômeurs (ses), écologistes, les femmes, etc.	Limitier le plus possible les méfaits de la crise.

ont été étudiés. En 1983, ces douze groupes dénombraient plus de 2 300 membres, ils fournissaient 70 emplois à temps plein ou à temps partiel et ils versaient quelque 840 000 \$ à leurs employés-es sous forme de salaire¹⁴.

Nous avons choisi ces groupes parce qu'ils ont un lieu de résidence commun, soit la Maison polyvalente aux Quatre-Vents¹⁵, ou encore qu'ils avaient déjà résidé dans cette maison, ou enfin parce que leurs relations étaient ou sont encore étroites avec celle-ci.

Ces groupements ont été réunis selon trois secteurs d'intervention¹⁶. Le premier comprend des groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs (Tableau 2). Orientés en partie vers des préoccupations locales et régionales, ces groupes originent des expériences d'animation des années soixante-dix. Il s'agit du REGROUPEMENT DES USAGERS EN MOYEN DE COMMUNICATION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (RPUMCAT), de la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA (CIRC-MF) et du REGROUPEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (REPAT).

Le deuxième secteur, le plus important en terme de nombre, soit sept, réunit les mouvements préoccupés de changement ou d'amélioration des structures sociales et des rapports sociaux. Il s'agit de groupes directement impliqués dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie. Davantage spécifiques, leurs préoccupations sont axées principalement vers la condition féminine, avec le REGROUPEMENT DES FEMMES DE L'ABITIBI-TÉMIS-CAMINGUE (RFAT) et de la FORMATION ET L'INTÉGRATION A L'EMPLOI POUR LES FEMMES (FIEF), les travailleurs miniers avec l'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE (ATEM), les chômeurs-ses avec le REGROUPEMENT DES CHOMEURS ET CHOMEUSES DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (RCCAT), les assistés-es sociaux avec le COMITÉ DES CITOYENS A FAIBLE REVENU DU NORD-OUEST, les travailleurs-ses accidenté-es avec l'ASSOCIATION DE TRAVAILLEURS ACCIDENTÉS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE et enfin, les services de garde avec la GARDERIE FLEUR ET MIEL DE ROUYN.

Le dernier secteur regroupe des organismes qui, tout comme dans le cas précédent, visent l'amélioration des conditions de vie mais qui s'en différencient par leur modèle de fonctionnement.

et par leur taille. La première est une coopérative de production, la COOPÉRATIVE DES TRAVAILLEURS EN EXPLORATION MINIERE (CTEM) et la deuxième en est une de service. Il s'agit du CLUB COOPÉRATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA (CLUB COOP).

Après cette description des secteurs d'intervention des groupes, il serait peut-être opportun de voir vers où portent leurs interventions.

PORTÉE TERRITORIALE DES GROUPEMENTS SOCIAUX DE ROUYN- NORANDA: PRÉDOMINANCE "DU LOCAL"

Bien que dirigée vers des préoccupations sectorielles et souvent faisant peu référence à des situations strictement locales, la portée territoriale ou la base géographique d'intervention des groupes est majoritairement circonscrite aux limites de la ville de Rouyn-Noranda. Pour analyser leur portée territoriale, nous l'avons divisée en deux, soit la portée potentielle et la portée réelle. La première correspond plus à une intention ou à un désir que le groupe exprime. La seconde signifie plutôt la limite véritable du groupe. Cette portée peut se situer soit au niveau d'un quartier, d'une ville ou encore de la région toute entière.

De nos douze groupements, cinq prétendent entretenir une préoccupation régionale mais leur portée réelle se situe davantage dans la zone de Rouyn- Noranda (Figure 1). Parmi eux, quatre sont des groupes intéressés à l'amélioration des conditions de vie. Par contre, quatre groupes ont une portée réelle et potentielle équivalente: deux au niveau local et deux au niveau régional. Enfin, trois groupes ont une portée supérieure à celle anticipée au départ. Parmi ceux-ci, deux ont une portée régionale et le dernier attire une clientèle locale. En bref, l'on peut facilement voir que les préoccupations réelles des groupes sont situées surtout au niveau local. En effet, des douze groupes étudiés, huit ont une portée territoriale se situant aux limites de la zone de Rouyn-Noranda, soit 75%.

LIENS ET RELATIONS BASÉS SUR DES INTÉRÊTS COMMUNS ET IMMÉDIATS

Mais une analyse de la portée territoriale des groupes ne pourrait être complète sans

Tableau 2
Caractéristiques principales des
groupes populaires de Rouyn-Noranda

Nom	Année de fondation	Facteurs d'intervention	Nombre de membres	Clientèle visée
Formation et média				
Regroupement des usagers en moyen de communication de l'A.T.	1978	Formation-information	25 organismes 65 individuels	Groupes populaires et syndicaux
Radio communautaire de Rouyn-Noranda	1978	Média	70 organismes 1 000 individuels	Générale mais surtout groupements populaires et syndicaux
Regroupement de l'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue	1982	Formation-éducation	9	Groupes populaires
Amélioration des conditions de vie				
Association des accidentés du travail de l'Abitibi-Témiscamingue	1972	Condition des accidentés du travail	350	Travailleurs-ses accidentés-es
Regroupement des chômeurs et chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue	1981	Condition des chômeurs et chômeuses	325	Chômeurs et chômeuses
Comité des citoyens à faible revenu du Nord-Ouest	1971	Conditions des assistés-es sociaux	50	Assistés-es sociaux
Regroupement des femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	1983	Condition féminine	30	Femmes oeuvrant dans les milieux populaires
Formation et intégration à l'emploi pour les femmes	1981	Condition féminine	20	Femmes (assistées sociales + de 30 ans et chef de famille
Garderie Fleur et Miel de Rouyn	1981	Garderie	45	Famille défavorisée à 40%, classe moyenne à 60%
Association des travailleurs en exploration minière	1982	Condition des travailleurs	25	Travailleurs en exploration minière
Coopératives				
Coopérative des travailleurs en exploration minière	1983	Coopérative de travail	15	Travailleurs en exploration minière
Club coopératif de consommation de Rouyn-Noranda	1972	Coopérative de consommation	450	Les milieux populaires et de classe moyenne

Source: Enquête par entrevues, Février-Juin 1983




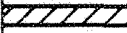

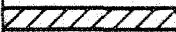
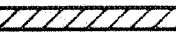







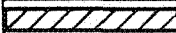
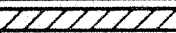


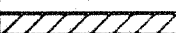








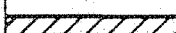


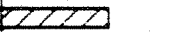



	Nom	Quartier	Ville	Région
FORMATION ET MÉDIA	Regroupement des usagers en moyens de communication de l'Abitibi-Témiscamingue			
	Radio communautaire de Rouyn-Noranda			
	Regroupement de l'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue			
AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE	Association des accidentés du travail de l'Abitibi-Témiscamingue			
	Regroupement des chômeurs et chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue			
	Comité de citoyens à faible revenu du Nord-Ouest			
	Regroupement des femmes de l'Abitibi-Témiscamingue			
	Formation et intégration de l'emploi pour les femmes			
	Garderie Fleur et Miel de Rouyn			
	Association des travailleurs en exploration minière			
COOPÉRATIVES	Coopérative des travailleurs en exploration minière			
	Club coopératif en consommation de Rouyn-Noranda			
Légende:			Portée potentielle	
			Portée réelle	

Figure 1 Portée territoriale des groupes populaires de Rouyn-Noranda

Source: Enquête par entrevues, Février-Juin 1983

tenir compte des liens et des rapports que les groupes établissent entre eux. Nous avons dénoté deux types de liens et de relations établis par les groupes. Les premiers, dits formels, correspondent à des liens étroits, privilégiés et précis. Ils sont établis à partir d'un échange de dossiers, d'un partage de ressources matérielles et humaines, ou encore de la participation commune à une activité structurée et permanente. Les deuxièmes, dits informels, sont plus difficiles à cerner. Souvent flous et temporaires, ils se manifestent dans la réalité par un appui occasionnel qu'un groupe accorde à un autre ou par des relations de bon voisinage que les différents groupes entretiennent entre eux. Il faut souligner au préalable que sept groupes logent à l'intérieur de la Maison Polyvalente aux Quatre-Vents. En raison de leur proximité, ces groupes entretiennent, à tout le moins, des relations informelles (Figure 2).

Il est déjà facile de constater que deux groupes se distinguent des autres: soit la RADIO COMMUNAUTAIRE DE ROUYN-NORANDA (CIRC-MF) et le CLUB COOPÉRATIF DE CONSOMMATION DE ROUYN-NORANDA (CLUB COOP). Ces deux groupes établissent des liens avec l'ensemble des autres groupes mais de façon informelle seulement. Ces nombreux liens s'expliquent, notamment, par la taille et le membership de ces deux groupes. En effet, la majorité des mouvements sociaux de Rouyn-Noranda sont membres de ces deux groupements. Par contre, les liens formels sont totalement absents. La raison invoquée est que ces deux groupes ne peuvent pas ou ne veulent pas s'impliquer dans des luttes de nature revendicative, à l'exception d'un appui moral ou financier et cela sur une base occasionnelle et très sélective.

Les liens formels, fort peu nombreux, s'établissent selon des intérêts communs et immédiats; ils forment ce qu'on pourrait appeler des réseaux. Le premier est structuré par les groupes oeuvrant dans la formation et les médias alternatifs. Le deuxième gravite autour des groupes de défense des conditions sociales. Le troisième s'établit entre les groupes travaillant dans l'exploration minière et le dernier, plus flexible, comprend les groupes féminins, d'abord entre eux, et ensuite ces deux derniers groupes avec le REGROUPEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE.

Ces réseaux, très hermétiques, demeurent à l'intérieur des secteurs respectifs de chacun

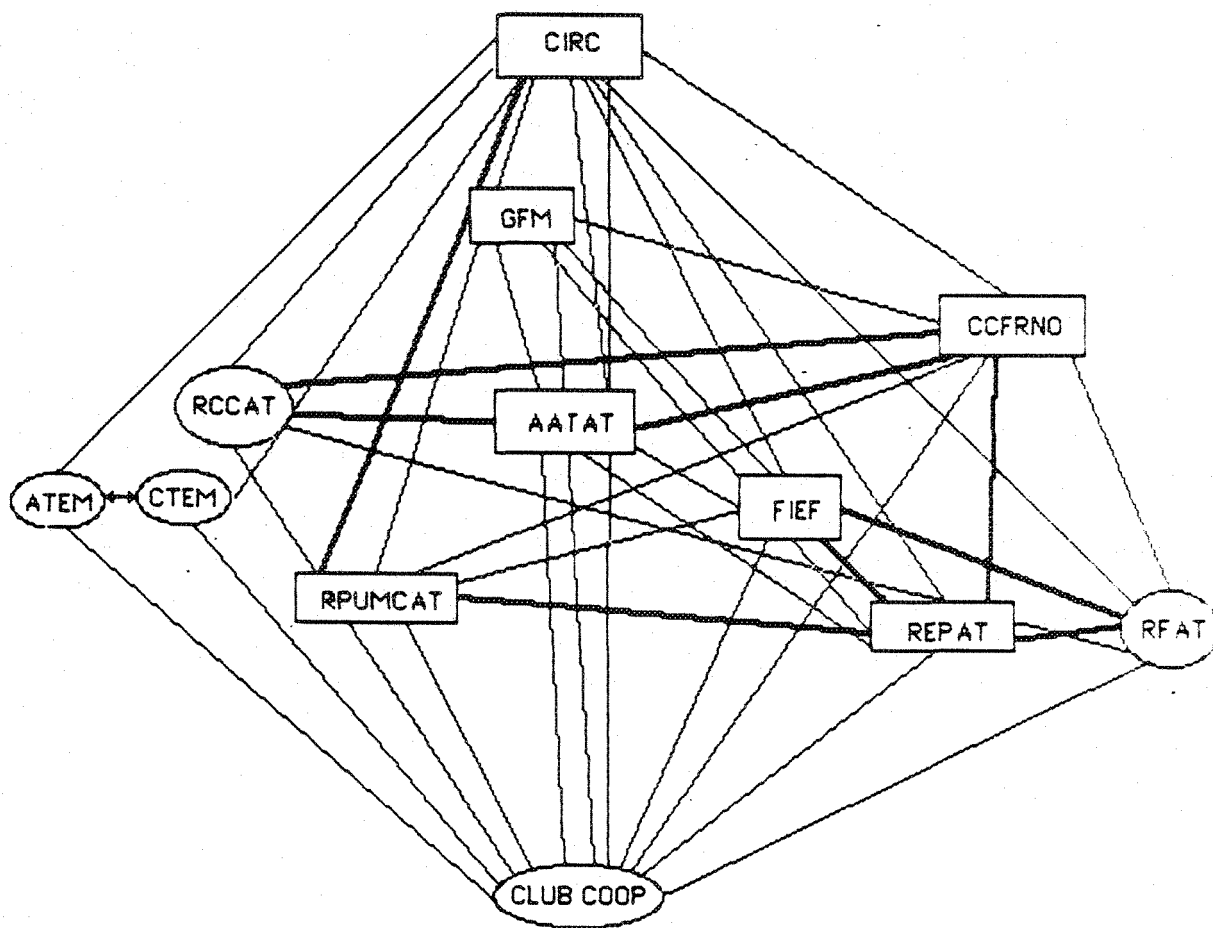
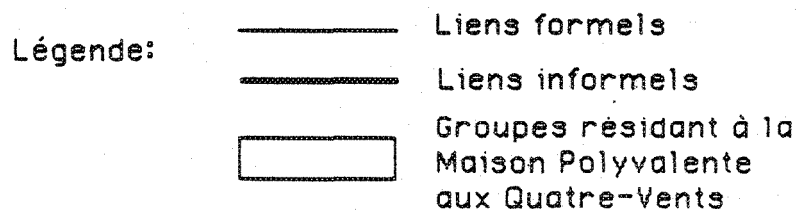


Figure 2 Liens établis par les groupes populaires de Rouyn-Noranda entre eux.

Source: Enquête par entrevues, Février-Juin 1983

des groupes. Cette quasi-absence de liens formels expliquerait en partie l'isolement ressenti par certains groupes. Il faut noter par ailleurs que cet isolement a été favorisé par l'avènement de la crise qui d'une certaine façon, a redéfini l'essence même des revendications et des objectifs des mouvements populaires, forçant ipso facto le repli de certains groupes sur eux-mêmes.

Outre les liens que les groupes entretiennent entre eux, ces derniers ont également des liens avec d'autres mouvements et cela à l'échelle locale, régionale et provinciale (Figure 3). Encore ici, les liens locaux semblent les plus importants puisqu'ils concernent neuf groupes sur douze. Ces liens correspondent, d'une part, aux relations formelles que les groupes étudiés ont entre eux et, d'autre part, aux relations que les groupes étudiés ont avec d'autres groupements sociaux du secteur.

Sur le plan régional, quatre groupes ont des relations avec des regroupements situées ailleurs dans la région. Ces liens laissent présager un certain degré d'ouverture de la part des groupes locaux envers d'autres groupes situés ailleurs en région. Mais ces liens sont encore basés sur des intérêts immédiats.

Enfin, sur le plan provincial, les relations étalées, quoique assez nombreuses, sont souvent informelles et obligatoires. Ce sont des liens strictement d'affiliation et ne constituent pas les préoccupations premières des groupes.

CONCLUSION

Durant la décennie des années soixante-dix, les mouvements populaires locaux et régionaux ont lutté farouchement dans le but de résister au découpage proposé par l'État. Nous pensons ici aux luttes rurales mais également au travail de conscientisation mené par le BLOC et le mouvement syndical. Les problèmes posés par ces groupes remettaient même en cause le type de développement proposé par l'État et le grand capital de Noranda. Les préoccupations de ces groupes, avant tout locales et régionales, visaient à se réapproprier une partie de leur territoire.

	Ville	Région	Province
Regroupement des usagers en moyen de communication de l'Abitibi-Témiscamingue			
Association des travailleurs en exploration minière			
Coopérative des travailleurs en exploration minière			
Regroupement des femmes de l'Abitibi-Témiscamingue			
Formation et intégration à l'emploi pour femmes			
Regroupement pour chômeurs et chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue			
Comité de citoyens à faible revenu du Nord-Ouest			
Association des accidentés du travail de l'Abitibi-Témiscamingue			
Regroupement de l'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue			
Garderie Fleur et Miel de Rouyn			
Radio Communautaire de Rouyn-Noranda			
Club coopératif de consommation de Rouyn-Noranda			
Total	9	4	5

Figure 3: Filiation des groupes de Rouyn-Noranda à d'autres groupes locaux, régionaux et provinciaux.

Source: Enquête par entrevues, Février-Juin, 1983

Les groupes actuels, quant à eux, ont également des préoccupations locales, particulièrement en ce qui concerne leur portée territoriale et leurs liens de filiation. En ce sens, ils sont bien ancrés dans leur milieu. Par contre, piégés par les méfaits de la crise, les groupes sociaux de Rouyn-Noranda bien que nombreux, axent la majorité de leurs revendications vers des préoccupations de type sectoriel, particulièrement contre la détérioration des conditions de vie. Ces préoccupations bien que fort importantes ne rejoignent pas spécifiquement celles de toute la communauté locale. En ce sens, les groupes ne sont pas en mesure de se réapproprier socialement une partie de leur territoire.

Richard Boudreault

Étudiant à la maîtrise en études régionales

UQAC

NOTES ET RÉFÉRENCES

- 1- Pour un historique plus complet sur Rouyn-Noranda, voir BERTHIAUME, Nicole, Rouyn-Noranda, Rouyn, Edition du Collège du Nord-Ouest, 1981, 169 p.
- 2- Pour l'histoire de la compagnie Noranda Mines, voir ROBERTS, Leslie, Noranda, Toronto, Clarke, Irwin and Co. Ltd, 1956, 223 p. et GOURD, Benoît, Mines et syndicats en Abitibi-Témiscamingue (1910-1950), Rouyn, Edition du Collège du Nord-Ouest, 1981, 141 p.
- 3- KLEIN, Juan-Luis et PENA, Orlando, "Impacts régionaux d'une multinationale canadienne: le cas de Noranda Mines", in JEAN, Bruno et LAFONTAINE, Danielle, (Éd.), Région, régionalisme et développement régional: le cas de l'Est du Québec, Rimouski, UQAR, GRIDEQ, Mai 1984, p. 95-135.
- 4- Entrevue, Juin 1983.
- 5- GAUQUELIN, Michel, "Un demi-siècle de pollution", Québec-Science, Décembre 1978, P. 28-33, et CHARTRAND, Luc, "Rouyn: Vite un miracle", Québec-Science, Mai 1982, p. 34-41.
- 6- COLOMBINO, Enrique et SABOURIN, Cécile, "Région-ressource ou économie sous-développée et dépendante", Possibles, 1982, Vol. 6, No. 2, p. 21-41.
- 7- Selon FALL, K. et KLEIN, J.L., "Les bourgeoisies locales sont alors incapables de s'affirmer d'être un moteur du développement régional. Parce qu'elles ne possèdent ni le capital ni l'autonomie nécessaire, elles sont amenées à favoriser un développement qui sert avant tout les bourgeoisies extérieures". Voir FALL, Khadiyatulah et KLEIN, Juan-Luis, L'enjeu régional. De la dépendance au développement autocentré, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol. II, No. 4, Septembre 1983, p. 14.
- 8- GODARD, Olivier, Décentralisation et planification du développement endogène, VII World Conference of Future Studies, Paper No. 5, June 1982 et SACHS, Ignacy, "La crise de l'État-protecteur et l'exercice des droits sociaux au développement", Revue Internationale des sciences sociales, Vol. XXXIV, 1982, p. 137-151.
- 9- En effet, le BLOC tâche d'informer les gens sur les problèmes économiques, tels les fermetures des mines et des paroisses, la migration, les problèmes de consommation, etc. Pour y arriver, il élabore des émissions de télévision avec les travailleurs, Voir sans auteur: "Dans l'Abitibi une demi-heure par semaine", Québec-Presse 9 novembre 1969.
- 10- Sans auteur, "La TV aux travailleurs d'Abitibi, une fois par semaine", Québec-Presse, 13 septembre 1970.

- 11- Le COMITÉ RÉGIONAL DES PAROISSES MARGINALES, fondé en 1970, par des agriculteurs et des forestiers. Ce mouvement de résistance s'est donné comme but d'empêcher la fermeture de 46 paroisses dites marginales, Voir LE COMITÉ RÉGIONAL DES PAROISSES MARGINALES, "La tournée des quarantaines", Le trotteur du Maquignon, No. 5, 2ème année, 1975, P. 11. L'ASSOCIATION COOPÉRATIVE IMMOBILIÈRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, fondée en 1971, est préoccupée par la spéculation des terres agricoles. De plus, elle entend revaloriser les ressources et le patrimoine abitibien, Voir HOUDE, Pierre, La spéculation en milieu rural ou un pays à vendre, Ottawa, la Compagnie de Jeunes Canadiens, 1975, 109 p.
- 12- CONFÉRENCE RÉGIONALE DES MOUVEMENTS POPULAIRES, Cinquième colloque de la Conférence régionale des mouvements populaires, Rouyn, Novembre 1975.
- 13- Entrevue, février 1983.
- 14- Pour une étude plus approfondie, Voir BOUDREAU, Richard, Les groupes sociaux face au repli du capital en région-ressources: le cas de Rouyn-Noranda dans le Nord-Ouest du Québec, Mémoire de maîtrise, Chicoutimi, UQAC, 1985.
- 15- Il s'agit de la même bâtisse que la précédente. Cependant, suite à des problèmes financiers, la maison a été vendue à l'entreprise privée. Toutefois, les locaux doivent être loués en priorité à des organismes sociaux.
- 16- Cette classification s'inspire de celle proposée par une équipe de recherche rattachée au Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), Voir DÉSY, Jean et alii, Groupes populaires et développement régional quels liens? Chicoutimi, GRIR/UQAC, Document de travail, No. 1, Mars 1983, 4 p.

PRATIQUES ALTERNATIVES EN RÉGION PÉRIPHÉRIQUE? UNE ÉTUDE DE CAS: LE REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET CULTURELS D'ALMA (LE ROCCA)

Cette communication fait état des résultats partiels d'une enquête effectuée en mars 1984, auprès des vingt-et-un (21) groupes-membres du regroupement des organismes communautaires et culturels d'Alma (ROCCA), dans le cadre d'une recherche portant sur "Les perspectives de développement autonome dans une région périphérique¹". Ces groupes se localisent à Alma, considérée à juste titre comme la ville la plus dynamique en regard du mouvement populaire régional.

L'objectif de ce travail consiste principalement à examiner l'importance du ROCCA dans les nouvelles stratégies de l'État orientées vers la pratique de la démocratie à la base et la recherche d'un consensus pour la gestion du social. Ce nouveau type de gestion du social basé sur des politiques décentralisatrices s'inscrit de façon plus large et, nous en faisons l'hypothèse, dans l'offensive néo-libérale pour instaurer une société à croissance duale.

Suite à l'échec des solutions keynésiennes entraînant la crise de l'État-providence, la restructuration du capital impose à l'État un rôle nouveau qui se traduit notamment par son désengagement progressif dans les sphères économiques et sociales. Ainsi d'autres groupes sont appelés à prendre la relève. Dans le domaine économique, la création de nouveaux emplois est confiée de plus en plus aux petites et moyennes entreprises et les groupes populaires sont sollicités de plus d'une façon, comme nous le constaterons, dans la recherche de solutions aux problèmes liés à la gestion du quotidien, tels le logement, les services aux assistés sociaux, etc.

Le ROCCA sera ici analysé à partir de son importance dans le développement de la région en utilisant comme principal indicateur les dossiers qu'il aborde. Ensuite, nous mesurerons son ancrage régional en considérant son poids dans la constitution d'un réseau des groupes populaires au Saguenay-Lac-Saint-Jean, mais c'est surtout dans ses rapports avec l'État, par le biais du financement, qu'il sera intéressant de cerner l'impact politique du ROCCA.

Nous espérons ainsi apporter un éclairage nouveau sur le ROCCA à la fois comme acteur, face au désengagement progressif de l'État chargé de diminuer les coûts des politiques sociales et à la fois comme élément d'un enjeu dans le pari étatique de la décentralisation.

Mais auparavant, nous dresserons un bref tableau des groupes composant le ROCCA.

L'IMPORTANCE DU ROCCA

Rappelons que l'enquête a été effectuée auprès de 21 groupes ayant de un à sept ans d'existence (Tableau 1), auxquels adhèrent 1 646 individus dont 335 membres actifs.

Les activités financières de ces groupes ont totalisé près d'un million de dollars et ont créé 33 emplois permanents en 1982-83. Si l'on considère le taux de chômage élevé dans la région (26,4% en 1983)², l'apport du ROCCA dans la création d'emploi n'est pas négligeable.

LES OBJECTIFS DES GROUPES

Les objectifs principaux des groupes (Tableau 2) visent d'abord l'amélioration de la qualité de vie (52,3%) et en second lieu, les services à la population (38%). Tous les objectifs nous apparaissent comme indicateurs importants d'une volonté de transformation sociale; l'analyse, la formation, l'information, la sensibilisation et les actions collectives constituent des éléments marquants de cette volonté.

De plus, l'objectif de prise en charge que nous retrouvons chez certains (19%) des groupes révèle à notre avis une attitude politique claire susceptible de transformer les rapports de ces groupes avec l'État, car elle signifie autonomie et pouvoir de décision dans des champs d'intervention qui concernent directement les membres des groupes populaires du ROCCA.

LES DOSSIERS ABORDÉS PAR LE ROCCA

Les champs d'intervention sont multiples. Alors que la majorité des groupes (57%) travaillent surtout sur les questions entourant la condition féminine, les défavorisés et l'environnement, nous remarquons que plusieurs autres secteurs de la vie sociale sont aussi touchés: garderies, logements, personnes âgées, handicapés. Il faut souligner que le travail des groupes s'étend à toute la population et non pas seulement aux membres³.

C'est véritablement à travers le choix des dossiers que nous pouvons déceler l'importance que les groupes membres du ROCCA accordent à l'amélioration de la qualité de vie (Tableau 3). Ainsi, 12 des 26 dossiers mentionnés par les groupes se rapportent à la condition féminine (harcèlement sexuel, prévention de la violence, la santé des femmes). Les dossiers se rapportant à l'environnement (l'eau potable à Alma, l'aménagement des berges du Lac-Saint-Jean, etc) ont eu un impact important sur la prise de conscience de la population relativement à son poids dans les décisions politiques⁴.

De plus, tous ces dossiers ont un point commun: ils contribuent d'une part à identifier des priorités, et des moyens à prendre pour leur réalisation concrète et d'autre part ils relèvent de préoccupations émanant d'un vécu quotidien.

Quant aux modes d'intervention, pétitions (envoi de lettres, contacts politiques) ils permettent aux groupes de rejoindre un plus grand nombre de personnes. En ce faisant, c'est à la fois un geste de sensibilisation mais aussi et surtout un geste politique, dans la mesure où ces modes d'intervention constituent un moyen de pression. De plus, de par l'envergure des dossiers, il est permis de croire que le travail des groupes déborde les cadres du local pour s'inscrire davantage dans une optique régionale. L'ancrage régional du ROCCA peut se mesurer par le rôle qu'il joue également dans la constitution d'un réseau des groupes populaires à l'échelle du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

LE ROCCA DANS LE RÉSEAU RÉGIONAL DES GROUPES POPULAIRES

L'affiliation des groupes (graphiques 1 à 5) constitue un facteur de première importance dans l'analyse de cet ancrage. Si, comme nous le supposons, il existe un réseau des groupes

Tableau 1

Dates de la fondation et de l'incorporation
des groupes membres du ROCCA

	Fondation	Incorporation
Centre de solidarité	1978	1980
Logeons-nous nous-mêmes	1978	1978
Développement et Paix	1978	
Service d'information référence du lac	1975	1976
Com. Environnement Alma	1979	1979
Roulavélo	1980	1980
Service Budgétaire Pop. d'Alma	1976	1977
La Maieutique	1979	1982
Garderie Populaire	1977	1977
La Passerelle	1979	1980
Fédération des Femmes	1979	
Ass. Citoyennes averties	1975	1978
Comité de citoyens d'Alma	1977	1977
Coop d'habitation	1979	1980
Centre de bénévolat	1980	1980
Parents secours	1983	
Centre Lac	1979	1979
Coop Les Graines	1978	1979
Forum des femmes	1978	1981
Collectif d'inf. juridique	1981	1982
T.V. Communautaire	1979	1979

Source: Enquête, Mars 1984

Tableau 2

Les objectifs principaux des groupes
du ROCCA en 1983

	Nombre de groupes	Pourcentage
Analyse-Formation	5	23,9
Echanges	2	9,5
Développement communautaire	4	19,0
Promotion-Information	7	33,3
Prise en charge	4	19,0
Sensibilisation	6	28,5
Services	8	38,0
Actions collectives	4	19,0
Amélioration de la qualité de vie	11	52,3

Note: * Les groupes devaient mentionner trois de leurs principaux objectifs

SOURCE: Enquête, Mars 1984

Tableau 3

Dossiers dans lesquels les groupes se sont impliqués
en 1982-1983

Groupes	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	Total (absolu)	Total %
Désarmement	x																				x	2	9,5
Femmes	x							x			x								x			4	16,0
Militarisation	x		x																			2	8,5
Amérique Centrale	x		x																			2	8,5
Sommet économique		x																				1	4,0
Etat de la coopération		x																				1	4,0
Etude par logement		x																				1	4,0
Parrainage Chili			x																			1	4,0
Maison 4 temps				x							x											2	9,5
Accès B.R.S.B.E.				x																		1	4,0
Eau potable					x																	1	4,0
Aménagement des berges					x																	1	4,0
Fluoruration topique					x																	1	4,0
Bandes cyclables						x																1	4,0
Semaine Consom							x															1	4,0
Coupures d'élect.							x															1	4,0
Violence								x														1	4,0
Reloc.garderie									x													1	4,0
Santé femme											x								x			2	9,5
Politique munic.											x											1	4,0
Patinoire													x									1	4,0
Environnement														x								1	4,0
Paroisse B															x							1	4,0
Transport adepte																	x					1	4,0
Harcèlement sexuel																			x			1	4,0
Séparation-Divorce																				x		1	4,0

Source: Enquête, Mars 1983

populaires à l'échelle régionale, le mot même de région prendrait un nouveau sens pour ces groupes. A notre avis, la présence d'un tel réseau s'inscrirait dans un cadre d'organisation de l'espace régional non plus seulement en termes de délimitation d'un espace géographique mais plutôt en termes de territorialité, c'est-à-dire d'un territoire recouvrant les aspects physique, politique et social.

Ainsi, de la majorité des groupes du ROCCA (80,9%) possédant des affiliations régionales, plus des 3/4 (76,2%) sont liés à des groupes régionaux (figure 1). C'est notamment à Alma et à Chicoutimi qu'est concentrée la majeure partie de ces organismes. L'analyse de ces affiliations nous a permis entre autres de constater que les organismes oeuvrant auprès des défavorisés seraient plus enclins à s'organiser régionalement que les autres groupes. Doit-on rattacher ce phénomène aux difficiles conditions économiques vécues à travers toute la région par les membres de ces groupes, et/ou à une analyse basée sur la lutte des classes, utilisée par l'ensemble de ces groupes? Une étude approfondie de ce réseau pourrait dans un autre temps s'avérer intéressante, pour qualifier le type d'échange inter-groupes et son importance comme force sociale.

Même si les groupes du ROCCA possèdent des affiliations hors-région dans une même proportion que les affiliations régionales, elles n'ont pas la même portée. A notre avis, l'éloignement géographique de la région et la concentration des Fédérations dans les grands centres expliqueraient davantage ce phénomène. Autrement dit, c'est surtout pour des questions d'ordre d'information et de travail que les groupes du ROCCA seraient affiliés avec l'extérieur, alors que les affiliations régionales relèveraient plutôt de la nécessité de s'organiser collectivement dans un même milieu de vie. Mais s'organiser collectivement signifie aussi faire avancer les dossiers et les groupes du ROCCA sont conscients de cette nécessité. Voyons comment ils s'y prennent.

LES GROUPES DU ROCCA ET L'ÉTAT

Dans l'analyse des rapports du ROCCA avec l'État, nous constatons que le palier municipal constitue la voie la plus empruntée par les groupes du ROCCA pour s'adresser à l'organisation étatique. Ceci n'étonne pas dans la mesure où le gouvernement municipal est considéré comme le premier relais du pouvoir local⁵. Ce pourrait être un élément d'explication au fait que de

nombreux individus membres des groupes du ROCCA ont travaillé énergiquement, lors des élections de novembre 1983, pour faire élire un de leurs représentants au poste de conseiller municipal à la ville d'Alma⁶. En second lieu, ce sont les fonctionnaires locaux et régionaux tant au niveau fédéral que provincial qui sont privilégiés comme interlocuteur par les groupes du ROCCA. Voilà pour les pressions.

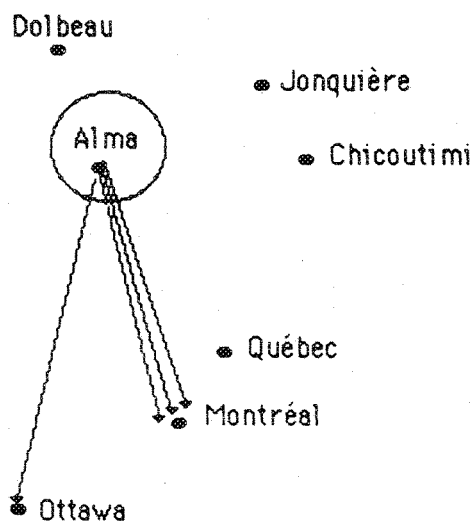
De plus, en ce qui concerne les échanges pratiqués entre les groupes du ROCCA et les organismes publics et para-publics (Tableau 4), nous retrouvons après le Conseil municipal, les commissions scolaires, le CLSC le Noroît (local), le CRSSS et le CSS, les centres de main-d'oeuvre et le ministère des Affaires sociales. A l'exception d'un seul groupe, tous les organismes ont des échanges avec les organismes publics et para-publics. Et fait à souligner, les groupes dispensant des services à la population (services urgents de dépannage, petits prêts pour consolidation de dettes, etc...) disent recevoir des personnes qui leur sont référées expressément par certains organismes para-publics.

Mais comment expliquer la nature de la contradiction que nous décelons chez les groupes du ROCCA: d'une part ils revendiquent pour faire avancer leurs dossiers et sont utilisés par l'Etat pour remplir certaines tâches autrefois dévolues aux organismes publics et para-publics, et d'autre part ils sont largement financés (81%) par ce même État qu'ils remettent en question. Dans quelle mesure peuvent-ils conserver la marge de manoeuvre nécessaire pour atteindre leurs objectifs de changement social? Le financement nous apparaît comme un indicateur précieux dans l'analyse de cette contradiction.

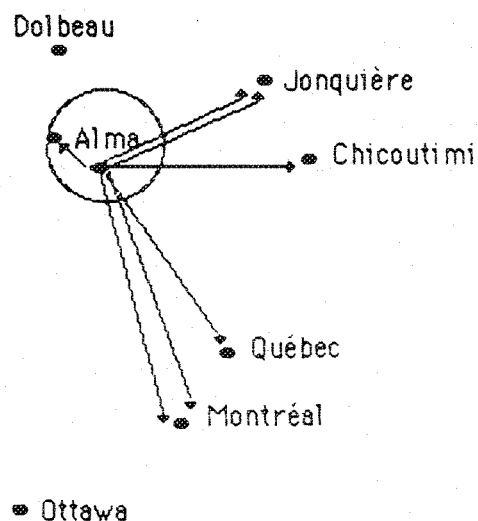
LE FINANCEMENT DES GROUPES DU ROCCA

Le financement des groupes membres du ROCCA provient de trois sources: l'État (81%), l'auto-financement (5,6%), et les entreprises et autres organisations (13,3%). Aucun des organismes subventionnés par l'État n'a eu à subir de contrôle direct, c'est-à-dire la visite d'un fonctionnaire ou autre pour vérification des livres de compte et/ou des activités. Cependant, pour qui connaît les démarches entourant une demande de subvention et surtout les rapports à produire en regard de ces subventions, il est clair qu'une partie du rapport est directement reliée au type

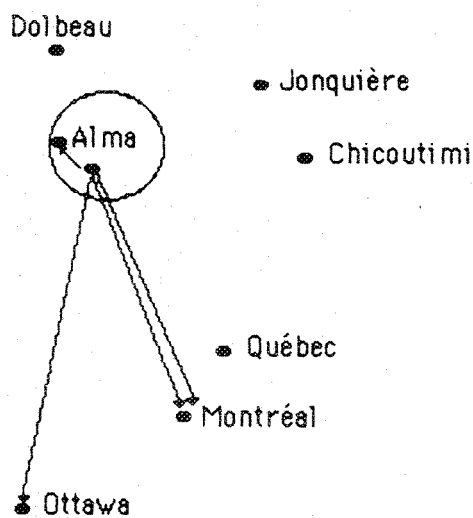
Catégorie 1: Solidarité internationale



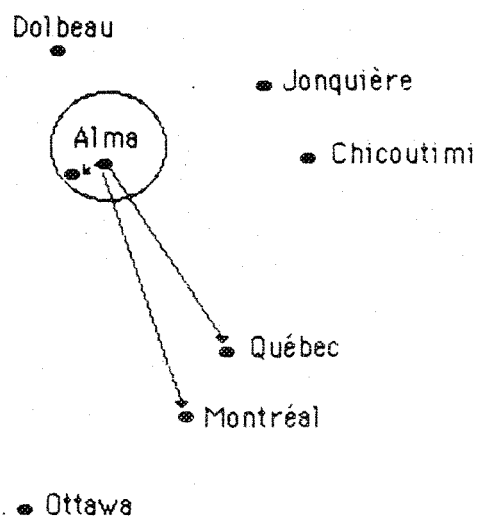
Catégorie 2: Défavorisés



Catégorie 3: Femmes



Catégorie 4: Environnement



Catégorie 5: Divers

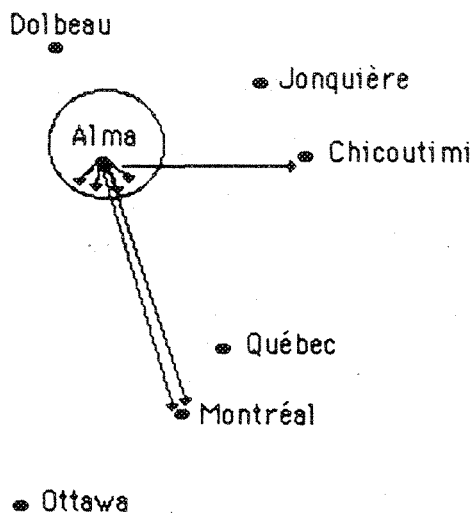


Figure 1: Les affiliations régionales et extra-régionales des groupes membres du ROCCA en 1984

Source: Enquête, Mars 1984

Tableau 4

Types d'échanges pratiques entre les groupes du ROCCA
et les organismes publics et para-publics - 1983

	Travail	Services	Informations	Références	Financement
Centre de solidarité	X	-	-	-	-
Logeons-nous nous-mêmes	-	-	X	-	X
Développement et Paix	-	-	-	-	-
Service d'information Réf. du Lac	-	-	X	X	-
Comité environnement Alma	-	X	X	-	-
Roulavélo	-	X	X	-	-
Service budget Alma	X	X	X	X	X
La maieutique	-	-	X	-	-
Garderie Populaire	X	X	X	-	X
La Passerelle	-	X	X	X	-
Fédération des femmes	X	X	-	-	-
Ass.citoyennes averties	-	X	-	-	-
Comité de citoyens	-	-	X	-	-
Coop d'habitation	-	-	X	-	-
Centre de bénévolat	-	X	-	-	-
Parents secours	-	X	X	-	-
Centre Lac	-	X	-	-	-
Coop Alimentation	-	X	-	-	-
Forum des femmes	-	-	-	-	-
Coll. Inform. juridique	-	X	X	-	-
Télévision communautaire	-	-	X	-	-
Total	4	12	13	3	3
%		19,0	57,2	61,8	14,3

Source: Enquête, Mars 1984

d'activités réalisées, ce qui apparaît aux groupes comme un exercice relevant d'une bureaucratisation serrée.

De plus, l'importance du financement étatique des groupes semble s'être accrue en 1983 comparativement aux années antérieures⁷. Il faut souligner ici que les trois groupes⁸ bénéficiaient d'un budget excédant les 100 000 \$ sont des organismes prodiguant des services à la population, avec des clientèles spécifiques et qu'au cours des années 1982-83, quatorze emplois y ont été créés. Aussi, ce sont les leaders des organismes (57,2%) aux budgets importants qui affirment percevoir un intérêt des organismes publics et para-publics à les appuyer dans leur travail. Ces budgets qui servent en grande partie à assumer les salaires des permanents des groupes et rappelons-le, à soutenir environ 33 emplois annuels, proviennent en grande partie (20%) des programmes de création d'emplois⁹. Le salaire moyen hebdomadaire payé dans ces groupes s'élève à 208,000 \$. Les personnes travaillent pour la plupart 20 semaines, ensuite c'est l'assurance-chômage qui prend le relais et la roue continue, projet-chômage-projet. Un apport économique local certain mais aussi un secteur apprécié par l'État où nous retrouvons des emplois à contrat, sous-payés, constituant un "secteur d'avenir" dans le cadre de l'instauration d'une société à croissance duale. A notre avis, les travailleurs des groupes populaires membres du ROCCA font partie du secteur B qui regroupe les exclus de la production, toutes ces personnes étant non qualifiées pour le secteur A.

CONCLUSION

Le ROCCA doit donc être considéré comme partie prenante dans la gestion du social à la fois comme acteur mais aussi comme un élément important de cet enjeu, en ce qu'il pose le problème de rapports de classe. Alors même que la région constitue le pivot des politiques de décentralisation, il devient urgent pour le ROCCA et les autres groupes populaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean de faire le point afin de dégager des perspectives d'action qui les amènent à occuper la place qui leur revient.

Francine Savard

Étudiante de la maîtrise en études régionales

UQAC

NOTES ET RÉFÉRENCES

- 1- Cette recherche est intitulée Perspectives de développement autonome dans une région périphérique; mon mémoire de maîtrise s'y inscrit et porte le titre provisoire de "Pratiques alternatives en région périphérique? Une étude de cas, le regroupement des organismes communautaires et culturels d'Alma (ROCCA)."
- 2- Ce chiffre comprend les chômeurs et assistés sociaux - Statistiques Canada.
- 3- Entre autres, le Service Budgétaire Populaire dont la tâche principale est de venir en aide aux personnes vivant avec les seules allocations de bien-être social, à la télévision communautaire qui assure des services à toute la population tout comme le Centre de bénévolat et le Service d'information et de référence du Lac.
- 4- Les audiences publiques concernant les berges du Lac-Saint-Jean tenues en mars dernier reflètent bien cette prise de conscience.
- 5- Comme le suggère HAMEL P. et LÉONARD, J.F., dans "Les organisations populaires, l'État et la démocratie", Nouvelle optique, Montréal, 1981, 207 p.
- 6- Bien que ce ne soit pas à ce titre que Gérard Scullion a été élu, les groupes du ROCCA considèrent cependant qu'il est leur représentant.
- 7- Les leaders des groupes étudiés déclarent, dans une proportion de 52,3%, que les subventions reçues en 1983 sont supérieures à celles reçues dans les années antérieures, alors que pour 23,9% elles sont demeurées stables et inférieures pour 14,3%.
- 8- Ce sont la Passerelle (dépannage temporaire pour personnes en difficulté), la Garderie Populaire d'Alma et la Coopérative d'habitation de l'île.
- 9- Notamment les programmes de Bon d'emploi, Relais, Prêt, Chantier Québec, PSCC, Été Canada.

PRATIQUES ÉCOLOGISTES ET TERRITORIALITÉ: QUELS LIENS?

Comme le titre l'indique, cet article tentera d'établir des liens entre des pratiques associatives en région périphérique, notamment écologistes, et la question de la territorialité.

Mais présentons en fait les résultats d'une recherche réalisée en 1984, auprès de vingt-deux organismes environnementaux de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, nommée aussi Sagamie, dans le cadre d'un mémoire de maîtrise en études régionales de l'UQAC (Voir carte). En outre, ce texte est alimenté par une implication active dans le milieu écologiste régional.

Dans un premier temps, je présenterai des caractéristiques des pratiques écologistes en Sagamie à la lumière de la préoccupation globale de la recherche, soit l'ancrage territorial. Deuxièmement, une lecture de ces pratiques devrait nous permettre de jeter un éclairage sur leur portée spatiale et les limites de ce mouvement revendicatif.

CARACTÉRISTIQUES DES PRATIQUES ÉCOLOGISTES EN SAGAMIE

Des pratiques désectorialisées

Notre recherche l'a clairement démontré, les pratiques écologistes dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean ne se limitent pas à la défense des écosystèmes naturels, c'est-à-dire au seul cadre bio-physique du territoire. L'analyse des pratiques de vingt-deux organismes environnementaux démontre que les écosystèmes sociaux (culturels) font partie intégrante de leurs préoccupations.

En effet, les pratiques de ces organismes relèvent de champs d'intervention diversifiés, que nous avons regroupés sous dix catégories (Tableau 1). Chacun de ces champs d'intervention comporte nombre d'objectifs qui diffèrent d'une organisation à une autre et qui indiquent le sens précis de l'action entreprise. Par exemple, au chapitre des berges et des zones humides, on remarquera que d'une part un organisme tente, par son intervention, de mettre en valeur le

**LES ORGANISMES ENVIRONNEMENTAUX
AU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
1984**

Comté (division de recensement)
Paroisse (Subdivision de recensement)
○ Organisme environnemental
● Organisme environnemental étudié

Sources: Atlas Régional du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Enquêtes 1984. Répertoire environnemental du Merviq 1984.

Figure 1

potentiel – entendu comme récréo-touristique – des berges, tandis qu'un autre vise davantage à responsabiliser l'Alcan. D'autres encore pratiquent un aménagement en fonction d'un espace donné, par exemple un parc, ou proposent des recommandations sur le schéma d'aménagement de leur M.R.C. En réalité, la mise en valeur ou la protection du territoire se fait en fonction d'une vision du développement impliquant des fins non-productivistes. Ce sont les biens collectifs rattachés au capital nature qui priorisent les pratiques écologistes. Cependant, ces pratiques se doublent d'un volet éducatif. L'éducation populaire passe alors par la promotion de changements de comportements, individuels et collectifs, en faveur d'une meilleure qualité de l'environnement physique et humain.

Lors d'une intervention, le groupe environnemental peut donc soit viser un changement ponctuel pour remédier à une situation ou une proposition étatique jugée inacceptable, ou bien encore un changement plus radical et plus global des rapports sociaux. Pour n'évoquer que quelques luttes, mentionnons celles du harnachement de l'Ashuapmouchuan et du réaménagement portuaire de Chicoutimi. C'est alors la technocratie et le modèle productiviste qu'elles remettent indirectement en cause. A ce moment, les écologistes tentent par leur discours et leurs pratiques l'arrimage d'un autre modèle de développement, davantage approprié aux besoins sociaux et fondamentaux des collectivités. Dans ces luttes écologistes, le rationnel utilisé par le pouvoir technocratique et politique est remis en question, et souvent publiquement.

Il est intéressant de noter que plusieurs des pratiques écologistes impliquent une approche globale: c'est à partir de la conscience d'un problème de pollution et de l'urgence d'y réagir que s'enclenche chez les membres actifs un processus de compréhension des liens et des enjeux. La pratique passe alors du problème environnemental aux conséquences écologiques; par la suite, aux problèmes de santé qu'il peut engendrer, et enfin, aux choix politico-économiques qui le sous-tend. Les pratiques écologistes ne réfèrent pas forcément au seul secteur de l'environnement; il y a des revendications et/ou des appuis pour des loyers à coût modique au centre-ville, pour du transport en commun, des jardins communautaires, le patrimoine culturel, etc... Dans ces luttes, les écologistes s'associent à d'autres réseaux locaux, tels les groupes marginalisés ou à faibles revenus (étudiants, personnes âgées, assistés-sociaux...). Nous parlons donc de pratiques déssectorialisées pour nommer des pratiques qui traversent le mode et les

Tableau 1

**Synthèse des pratiques des organismes environnementaux
au Saguenay-Lac-Saint-Jean, 1978-1984**

Champs d'inter- vention	Objectifs
1- BERGES ET ZONES HUMIDES	Mettre en valeur des potentiels/Empêcher aménagement physique/Conserver tourbières/Sauver espaces naturels/Proposer aménagement écologique/Protéger les berges du Lac/Promouvoir un aménagement écologique/Epurer les eaux du Lac/Faciliter l'accès au public/ Responsabiliser l'Alcan.
2- COURS D'EAU ET EAU POTABLE	Empêcher le harnachement de l'Ashuapmucuan/Promouvoir une utilisation récréative/Mettre valeur rivières et plans d'eau/Obtenir dépollution/Obtenir cogestion/Proposer alternative au dragage La Baie/ Inciter Abitibi-Price à cesser flottage du bois/ Conserver milieu naturel/ Assainir/Identifier sources de pollution et correctifs/Améliorer qualité/ Faire changer critères d'analyse d'eau/Éliminer fluoration topique/ Informer population/Faire nettoyer sources d'eau/ Aménager sources d'eau/Suggérer aménagement points d'eau/Faire étude sur qualité/Obtenir eau courante/ Récupérer sources.
3- FORET - FAUNE	Planter des arbres/Aménager un sentier d'interprétation/ Nettoyer/ Préserver paysage naturel/Inventorier arbres milieu urbain/Protéger saumon/Promouvoir conservation des oiseaux/Produire monographie sur plantation d'arbres/Limiter arrosage chimique/ Promouvoir utilisation de produits biologiques.
4- SITES ET REJETS INDUSTRIELS	Inciter Alcan à se conformer aux lois /Sensibiliser le public aux pluies acides/Sensibiliser Alcan aux conséquences du fluor/Assurer meilleure qualité de l'air/Inciter réglementation municipale/Faire pressions auprès du MENVIQ/Inventorier/Faire dépolluer/ Dénoncer choix projet Grand-Anse/Vérifier conformité cheminée Shell/Obtenir fermeture brûleur conique.
5- DÉCHETS RÉCUPÉ- RATION/RECYCLAGE	Eduquer population à récupération sur place/Amener MRC à gestion des des déchets/Éliminer dépotoirs à ciel ouvert/Diminuer pollution par déchets domestiques/Inciter municipalité à récupérer/Empêcher production de contenants d'aluminium/Mettre sur pied un réseau de cueillette de déchets/Organiser dépôt/ Faire clôturer dépotoir/Rendre conforme incinérateur/ Arrêter déversement des neiges usées.
6- TRANSPORT	Promouvoir transport en commun/Protéger terres agricoles/Empêcher construction autoroute 70/Faire changer tracé autoroute/Nettoyer les abords des routes/Refaire la route/Détourner transport lourd du centre-ville/Obtenir réfection d'un pont.

7- CENTRE-VILLE ET LOGEMENT	Rendre accessible zone portuaire/Améliorer conditions de vie au centre-ville/Sauver maisons démolition/Locataires/Proposer terrains de jeux/Empêcher coût loyer/Gagner concours village fleuri/ Embellir/Donner service.
8- PATRIMOINE	Aménager site historique/Faire relevé historique parc/Intégrer pont Deslisle au patrimoine/Créer société historique/Créer un musée/Conserver couvent/ Reconstruire croix/Répertorier maisons patrimoniales/Sensibiliser.
9- ÉQUIPEMENTS RÉCRÉATIFS COL- LECTIFS ET PARCS	Mettre sur pied d'un camping/Promouvoir jardin botanique/Faire aménager pistes cyclables/Faire restaurer quais/Rénover sentier pédestre/ Créer sentier pédestre/Créer café rencontres/Aménager marina/Aménager cours d'écoles/Créer un parc/Faire aménager/Dépolluer/Aménager/Aménager et protéger coulées/Proposer aménagements légers Parc Saguenay/ Mettre en valeur Fjord/Obtenir terrains Couronne/Rendre accessible au public/Mettre en valeur des sites/Créer centre d'hébergement et pavillon d'interprétation/Promouvoir tourisme écologique.
10- AMÉNAGEMENT ET URBANISME	Proposer aménagement écologique sur MRC/Sensibiliser MRC/Surveiller application plan d'urbanisme/Conserver milieux naturels/Proposer plan/Proposer principes d'aménagement/Dénoncer complicité gouvernement industrie/Recommander/Intégrer esthétique au plan d'urbanisme.

Source: Entrevues, 1984

conditions de vie.

Des pratiques à "spatialité différentielle"

Quoique les organismes environnementaux soient localisés et par conséquent repérables à l'intérieur du cadre spatial ville ou village du Saguenay-Lac-Saint-Jean, les pratiques écologistes, en tant que produit, ne s'y limitent pas nécessairement. En effet, l'étendue spatiale des pratiques écologistes sagamiennes n'a pas un caractère strictement "localiste". Le local - vu comme micro-niveau - se prête davantage aux pratiques de la société civile et à la mise en oeuvre de solutions par celle-ci. Cependant, l'analyse de l'ensemble des interventions démontrent que les niveaux sous-régional, régional, national et international ne sont pas exclus. En effet, 36% des organismes ont des pratiques qui s'inscrivent dans des niveaux sous-régional et régional, tandis que 64% des organismes ont des pratiques déterminées par le territoire local¹. Bien que nous n'ayons pas quantifié les organismes dont les pratiques se rattachent aux cadres spatiaux national et international, plusieurs d'entre eux interviennent sur des questions non conditionnées par le local. Pensons seulement aux interventions contre les pluies acides ou contre la course aux armements, l'énergie nucléaire ou encore contre l'arrosage de la tordeuse des bourgeons d'épinette. A ce moment-là, il s'agit nettement de revendications dont les conditions débordent les cadres spatiaux local et régional.

L'étendue spatiale des pratiques des groupes environnementaux est nécessairement influencée par ses membres. Or, si l'on regarde strictement la provenance géographique des membres, on constate que 50% des organismes recrutent leurs membres dans la même localité, alors que l'autre moitié recrute dans la sous-région d'appartenance et la région². Ce résultat laisse croire à l'existence d'une dimension sous-régionale et régionale du réseau. Cependant, il faut noter que les membres actifs d'une même organisation proviennent majoritairement de la localité où se fixe l'organisation.

En tant que groupe de pression et d'action, les membres des organisations écologistes font davantage porter leurs efforts et leurs actions en fonction de leur territoire, à savoir celui par lequel ils se sentent concernés. Or, leurs rapports au territoire passe par le local, mais ne s'y

arrête pas. La région, elle aussi, comme cadre de référence spatial vécu, ne laisse pas les groupes écologistes indifférents. Il faut dire que les problèmes écologiques majeurs débordent le cadre spatial local défini par l'État. Les activités du capital industriel et surtout leurs conséquences dégradantes sur l'environnement n'ont aucune commune mesure avec le territoire administratif. Or, le problème des rejets industriels de l'Alcan ne peut être abordé que dans un contexte environnemental régional et une problématique internationale. Voilà pourquoi à ce stade de la recherche, nous parlons de pratiques écologistes à spatialité différentielle, pour nommer des pratiques qui sont conditionnées par plus d'un espace.

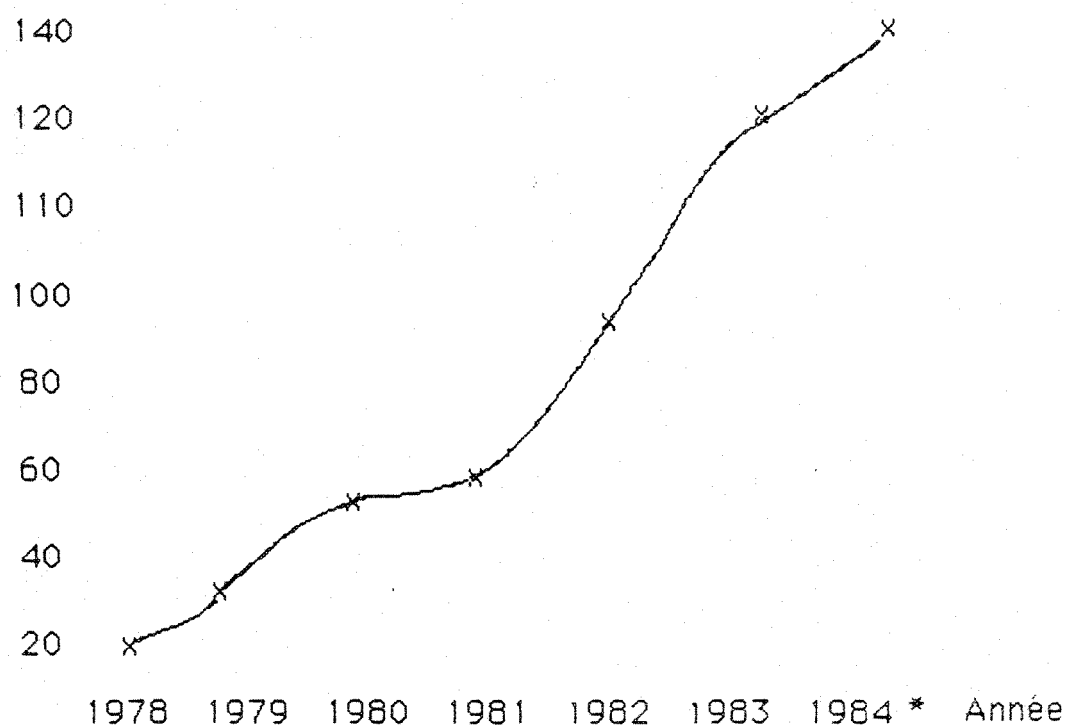
Des pratiques ascendantes

L'étude des pratiques écologistes sagamiennes nous suggère cet autre qualificatif, soit ascendantes. Ainsi désignons-nous une notion qui se rattache à celles de l'autonomie et du volontariat. Ascendantes pour désigner l'origine des initiatives populaires, par opposition aux volontés venues du centre ou d'ailleurs.

Pris au sens littéral du terme, il est possible d'observer un caractère ascendant dans l'évolution des organismes environnementaux, sur la base de leur nombre d'interventions par année (Figure 2). Cette figure permet de constater qu'il y a depuis 1981, année où il y a eu le plus d'incorporations, une augmentation continue du nombre d'interventions. Par conséquent, nous interprétons cet élément comme un signe de vitalité des organismes environnementaux, du moins jusqu'en 1984.

Nous l'avons vu au cours de notre recherche, les pratiques écologistes visent des objectifs sociaux en fonction d'un mieux-être et d'une amélioration de la qualité de la vie et de l'environnement. Ces aspirations sont portées par des militantes et des militants. Nous avons observé aussi que lors d'interventions spécifiques, les groupes environnementaux se solidarisent avec d'autres groupes sociaux et populaires en vue de la résolution d'un problème local donné. Cependant, il faut noter que cette solidarité se fait davantage sur la base du cadre spatial local. Car, il existe peu de liens structurés entre les organisations écologistes et les autres regroupements sociaux de la région, malgré les affinités idéologiques notamment avec le féminisme

Nombre d'intervention



Note: * Le nombre pour l'année 1984 a été obtenu à partir de la droite de régression linéaire.

Figurez: Fréquence des interventions des organismes environnementaux du SLSJ selon les années 1978-84.

Source: Entrevues, 1984

et le pacifisme. Une tentative avait été amorcée en 1983 par les écologistes en vue du Sommet sur le développement et l'économie de la région 02³. Mais le regroupement ponctuel des organismes populaires de la région autour de la question du développement régional semblait trop précoce et surtout mal ajustée aux préoccupations de survie et de services auxquels sont confrontés les groupes populaires.

Toutefois, il a été possible d'observer que l'enracinement social des organismes écologiques se manifeste davantage comme un réseau, c'est-à-dire comme un système ouvert avec un flux constant. Cette sorte de "lieu d'accueil invisible" favorise des liens entre les membres mais aussi avec d'autres réseaux⁴.

Malgré qu'il soit bien difficile de retracer, dans le cadre de cette recherche, le parcours exhaustif du réseau écologiste sagamien, l'identification des interventions, des intervenants et des affiliations démontre clairement que:

- . les organismes environnementaux sont articulés au tissu social (Figures 3,4,5.⊗)
- . cette articulation s'inscrit spatialement à la fois dans le local et le régional (Figure 7).

L'articulation avec les organismes socio-communautaires semble relever de l'entraide mutuelle, tandis que celle avec l'État s'avère d'ordre administratif, informatif et conflictuel (pressions).

Toutes ces observations nous portent à conclure que l'ancrage des organismes environnementaux sagamiens ne se limite pas au seul réseau environnemental ni au cadre spatial local, mais participe à une sorte de synergie ascendante où naissent et meurent d'autres réseaux selon les besoins de la cause défendue et du problème à résoudre. Quelle est donc la portée sociale des réseaux et de leurs actions?

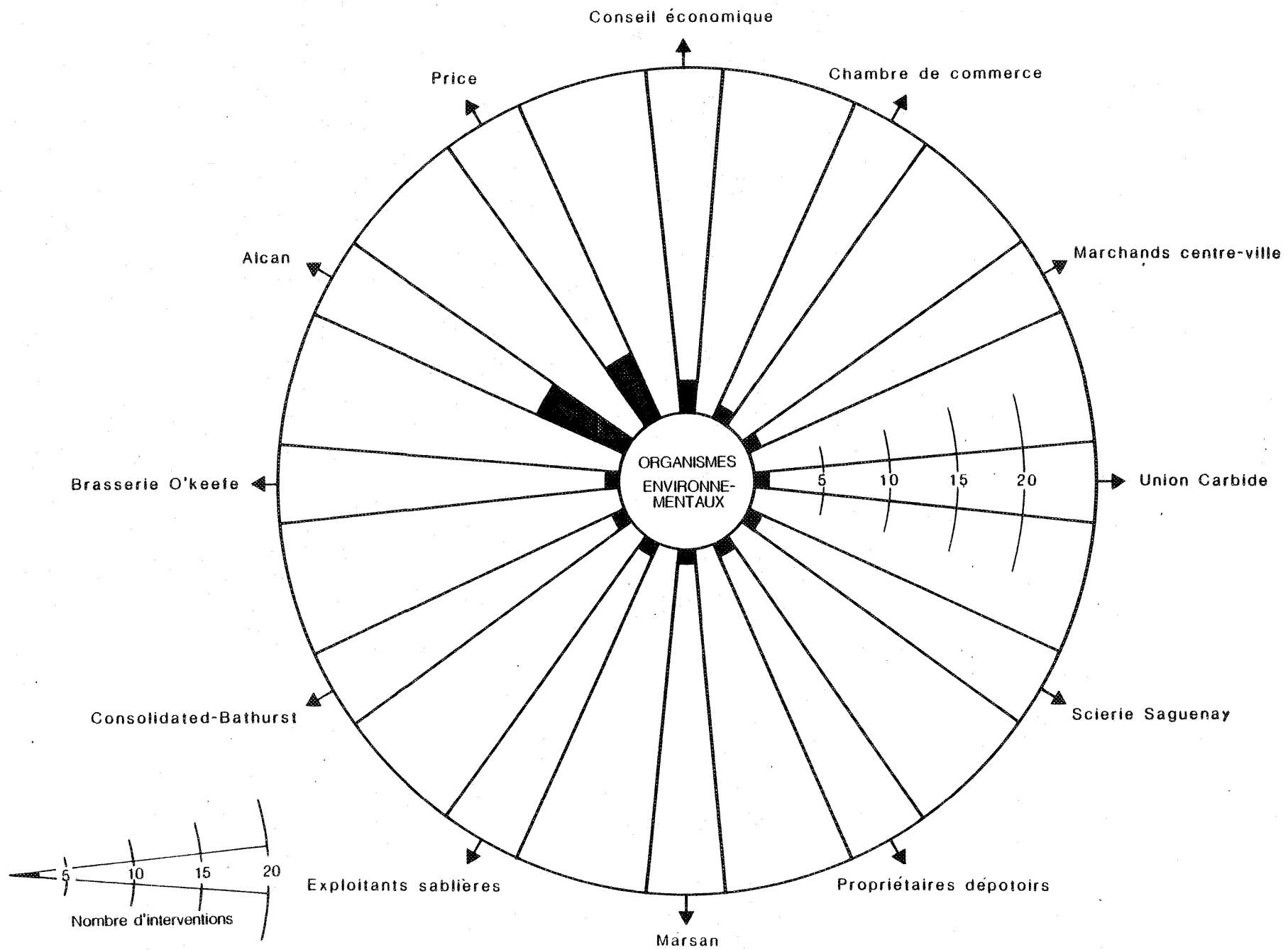


Figure 3: **LES LIENS ENTRE LES ORGANISMES ENVIRONNEMENTAUX, LES ENTREPRISES PRIVÉES ET LES ORGANISMES À VOCATION ÉCONOMIQUE**

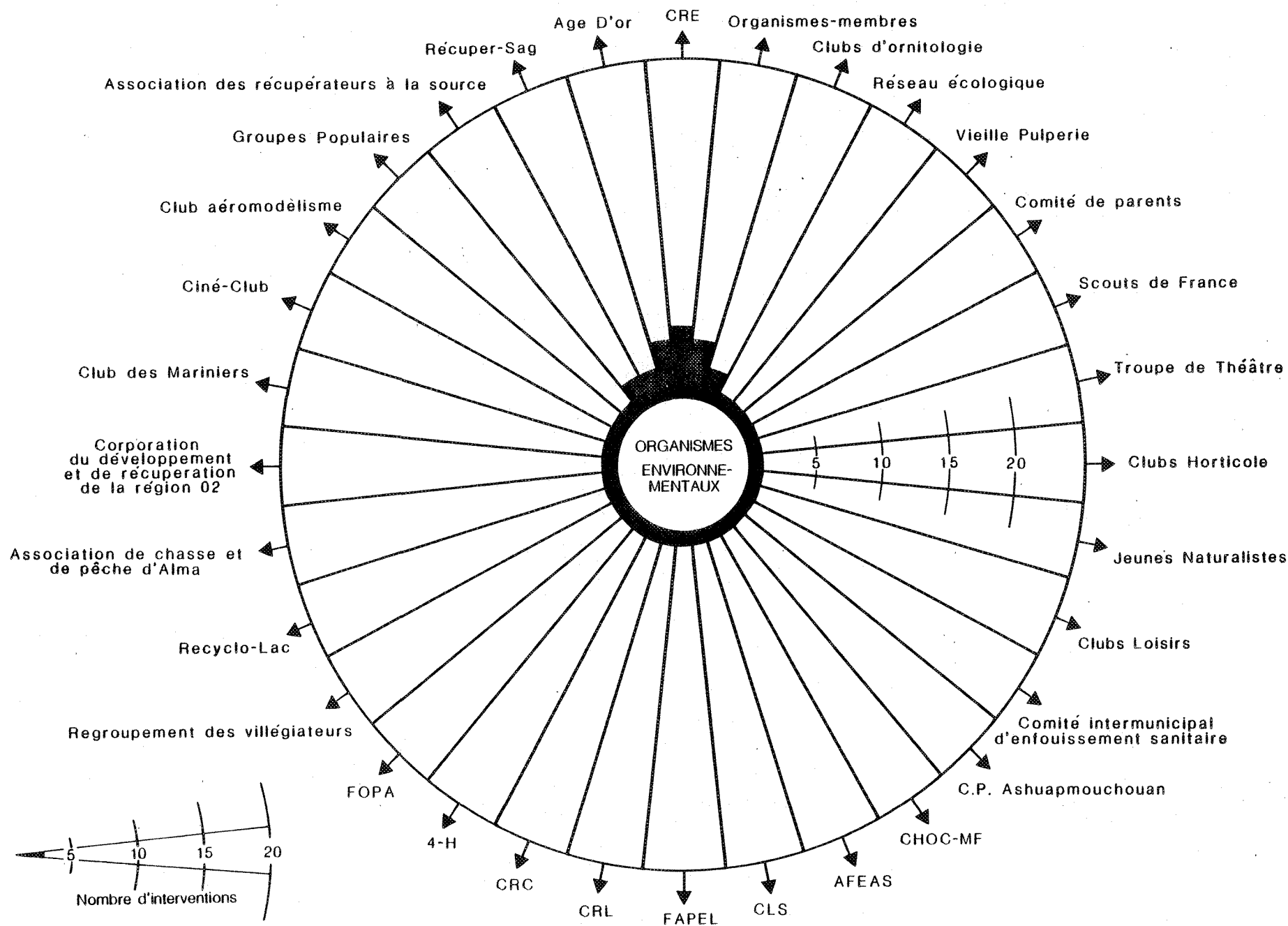


Figure 4: **LES LIENS ENTRE LES ORGANISMES ENVIRONNEMENTAUX ET LES ORGANISMES SOCIO-COMMUNAUTAIRES**

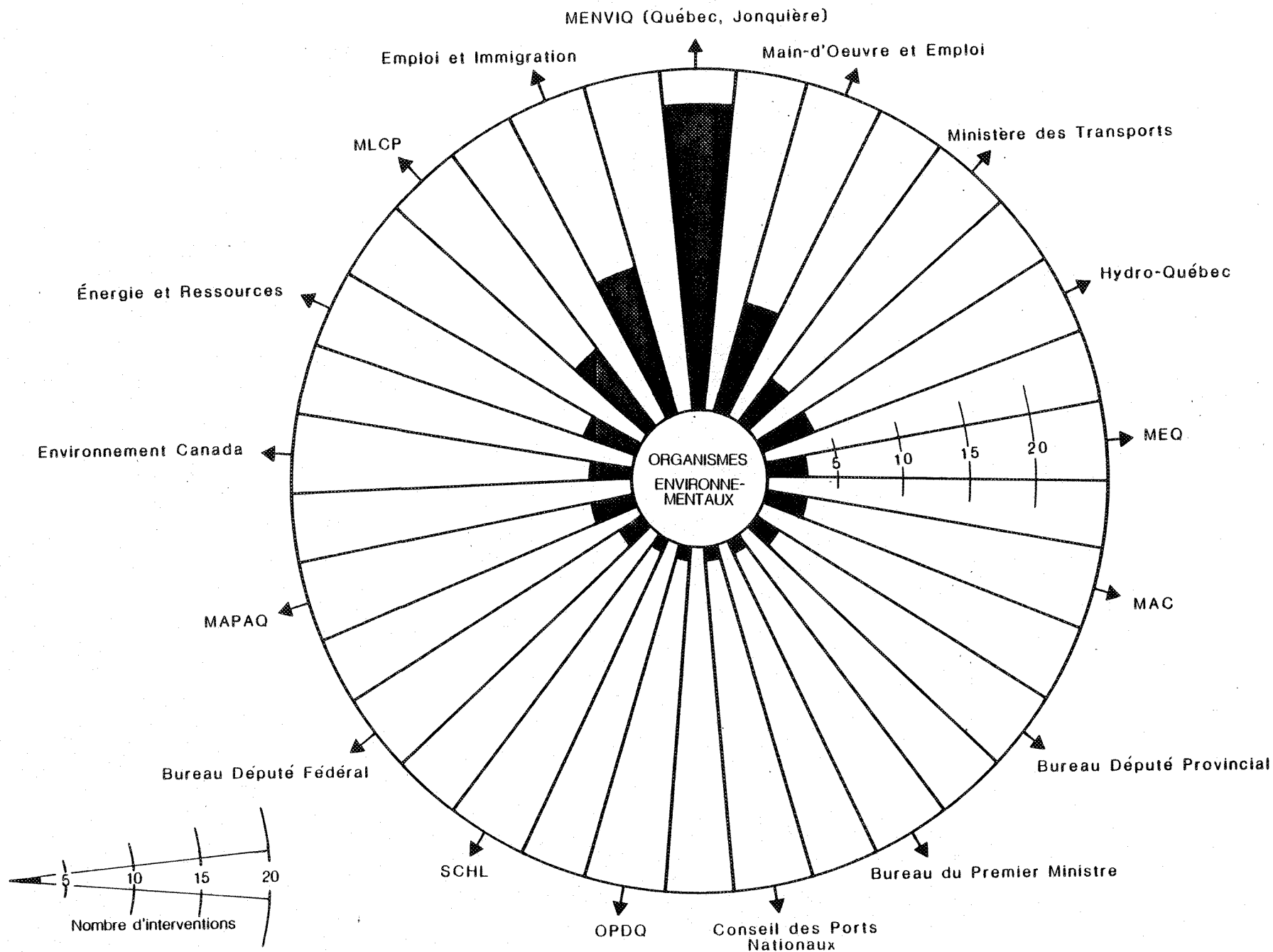


Figure 5: LES LIENS ENTRE LES ORGANISMES ENVIRONNEMENTAUX ET LES APPAREILS D'ÉTAT

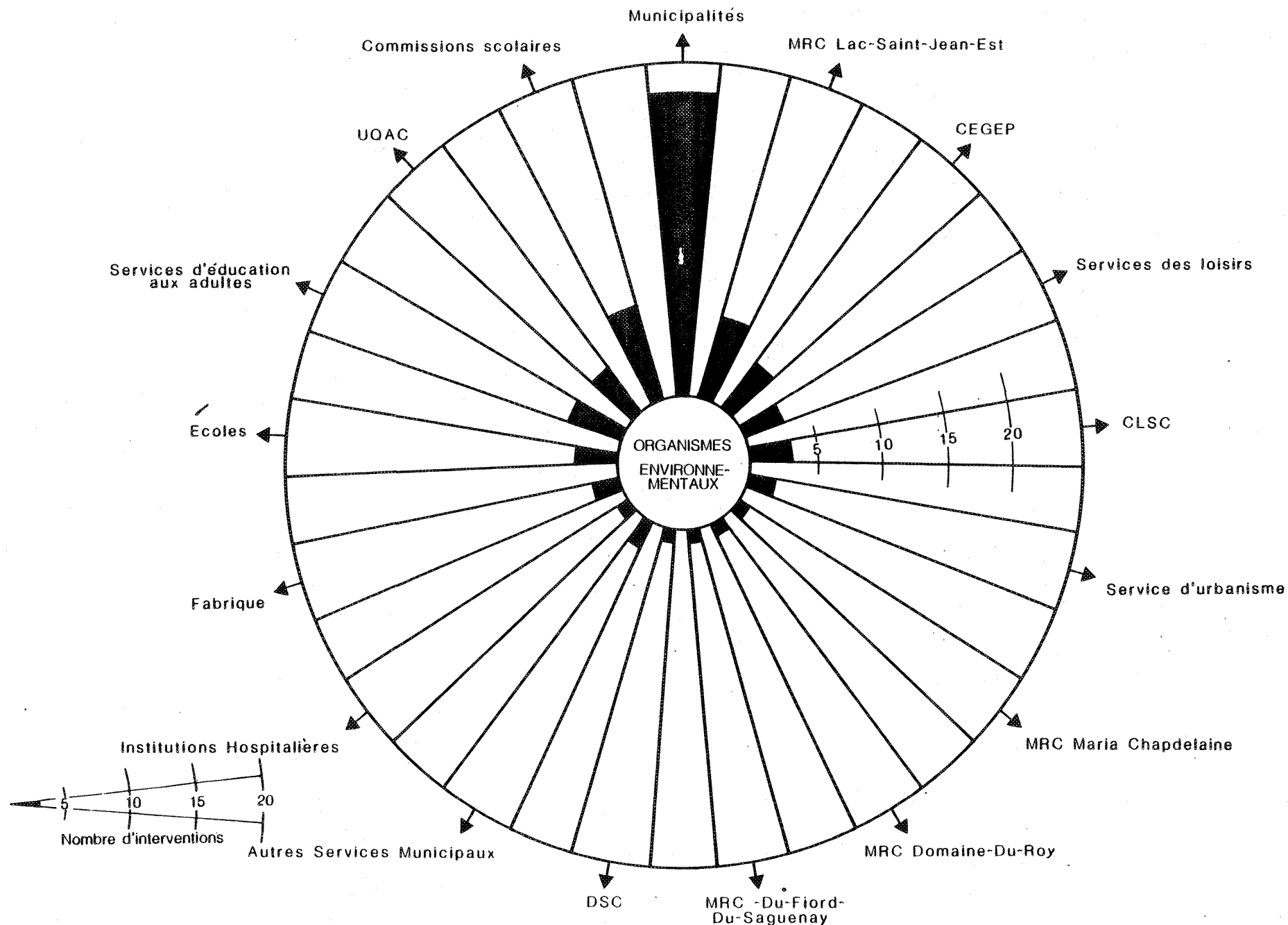


Figure 6: **LES LIENS ENTRE LES ORGANISMES ENVIRONNEMENTAUX ET LES ORGANISMES PARA-PUBLICS**

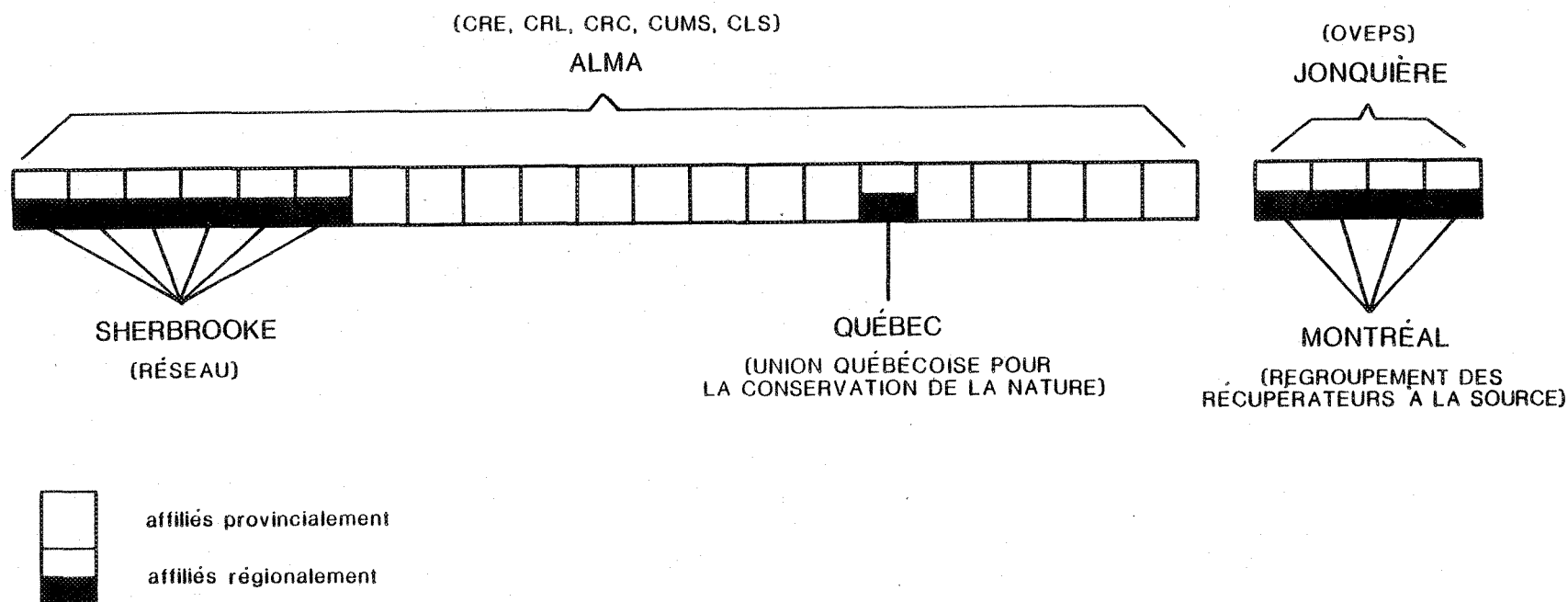


Figure 7 : **L’AFFILIATION RÉGIONALE ET PROVINCIALE DES ORGANISMES ENVIRONNEMENTAUX, 1983-84**

Source : entrevues 1984

Des pratiques transformatrices

La question de la portée sociale des réseaux et plus globalement des mouvements sociaux nous ramène concrètement à la portée sociale des pratiques écologistes dans le tissu local et régional. Seraient-elles un outil de transformation? Culturellement, politiquement et spatialement en quoi les pratiques écologistes sagamiennes suscitent-elles une tentative d'innovation sociale? Ou paradoxalement, ces pratiques favorisent-elles la restructuration de l'État central et la concrétisation d'une société duale?

Bien qu'il ne suffise pas de transposer ses propres choix individuels à une collectivité pour que survienne un changement social significatif, ce dernier ne pourrait non plus suivre un simple changement de pouvoir ou de structures. Lorsqu'on envisage des pratiques sociales sous l'angle d'une caractéristique d'innovation, la dimension culturelle apparaît. Les pratiques écologistes sagamiennes n'échappent pas à cette règle. Notre étude ne visait pas à identifier les dimensions culturelles spécifiques au mouvement écologiste, mais certains éléments ressortent de l'enquête.

Les pratiques écologistes ne sont évidemment pas étrangères au mode de vie et à une conception de développement alternatif. La recherche d'un nouveau mode de vie axée sur des valeurs conviviales, autogestionnaires et autonomes est sous-tendue aux pratiques écologistes sagamiennes et présente dans leurs buts généraux. Pour les écologistes, vivre en région et travailler autrement est un double objectif. Travailler autrement signifie que, d'une part on occupe ou on partage un emploi, et que d'autre part on se garde des espaces de liberté pour se consacrer à la promotion d'intérêts collectifs et à la satisfaction d'autres besoins. Vivre en région périphérique, dans une conjoncture structurelle de chômage, est un autre défi qu'on tente de résoudre en créant son propre emploi. Au chapitre de la création d'emplois, les organismes environnementaux participent, comme d'autres, à cette nouvelle fonction du mouvement associatif. Rappelons qu'en 1982-83, vingt-deux organismes environnementaux créaient globalement 66 emplois, à raison de 35 hres/sem⁵. Leur activité financière totalisait alors pour la période 1982-83 tout près d'un million de dollars. Il faut mentionner ici la place des activités de récupération-recyclage qui, tout en ayant un poids économique certain, donnent l'occasion aux citoyens de participer à une dimension du développement alternatif voire de la société de

conservation.

Le travail qui s'effectue à l'intérieur des organismes environnementaux sagamiens s'inscrit dans l'économie du tiers-secteur⁶, traversée par une volonté autogestionnaire. En outre, comme les écologistes "cherchent à vivre ce qu'ils prêchent", ils tentent d'adopter une dynamique interne où la répartition des tâches et la prise de décision s'effectuent sur une base non-hiérarchique et volontaire. Il est intéressant de noter que leur savoir-faire passe très souvent par des moyens d'intervention diversifiés et créatifs, allant du mémoire à la pièce de théâtre. Les médias s'avèrent un outil d'éducation et d'information précieux: sur une période d'un an, 43% des organismes environnementaux disent utiliser de six à douze fois année des communiqués de presse.

La région et plus particulièrement le local deviennent non seulement le produit d'une représentation spatiale des rapports sociaux, mais un espace à vivre et surtout à réinventer dans le contexte du développement alternatif. A travers des pratiques transformatrices, c'est la création graduelle d'un lieu d'apprentissage collectif qui se définit et se développe. Peut-être l'étude de d'autres groupements sociaux révélera-t-elle que les marges de la société s'élargissent, c'est-à-dire gagnent du terrain.

Politiquement

Il n'est pas facile d'estimer l'impact politique des pratiques écologistes ou alternatives, car ces dernières ne visent pas l'obtention d'un pouvoir politique pas plus qu'elles n'épuisent le problème politique. Néanmoins, elles constituent de plus en plus une force socio-politique susceptible de détourner le cours des événements. Ainsi l'ont démontré les pratiques écologistes dans les dossiers du harnachement de l'Ashuapmouchuan et du réaménagement du port de Chicoutimi.

Quel que soit le résultat de l'impact, nous avons observé que la dimension politique est présente au sein des pratiques écologistes, au sens où ces dernières deviennent très souvent le lieu

de conflits⁷. Ces conflits entre des acteurs sociaux, l'État et ses appareils, s'expriment en termes de contrôle de l'utilisation ou de l'affectation des ressources et/ou de territoires, qu'ils soient en milieu urbain ou non. Il y a aussi affrontement avec l'État local et central, car à certaines occasions celui-ci devient pollueur ou met en péril des écosystèmes naturels et sociaux. Dans certaines luttes, telles les berges du Lac-Saint-Jean, l'environnement devient un champ d'opposition non seulement au pouvoir technocratique mais aux intérêts capitalistes présents. Le discours écologiste conteste alors le pouvoir dominant tout en proposant des alternatives, en référence à un autre modèle de développement.

Les pratiques écologistes deviennent aussi le lieu de l'exercice d'un pouvoir par les citoyennes et les citoyens⁶. A partir de la prise de conscience d'un problème environnemental donné, la compréhension des enjeux politiques et économiques s'éclaircit et s'élargit⁸. Il ne faut pas l'oublier, l'écologisme – comme référent idéologique – met en exergue les fins et la logique du modèle dominant. Ainsi, les membres actifs des organismes environnementaux sagamiens font l'apprentissage d'un pouvoir ou d'un non-pouvoir collectif à travers leurs pratiques. Par exemple, pour sauver ou aménager un espace collectif en parc, ils pourront être obligés de faire face à des promoteurs privés, à des édiles municipaux et/ou à des technocrates du centre. En plus, pour réaliser leur objectif, il leur faudra alors obtenir des appuis politiques et populaires, tout en faisant la preuve d'une argumentation fondée et étayée. Pour s'appropriier ou se réapproprier une partie du territoire local, tout un système de relations devra se mettre en branle (Figures 2,3,4,5).

Si les pratiques écologistes par leurs caractéristiques peuvent être lues selon nous comme une tentative pour donner un sens et un vécu autres au territoire, on ne peut certes conclure pour autant que ces organisations constituent un mouvement social capable de créer une rupture significative. Seule, la rencontre de plusieurs mouvements et forces vives autour d'une même conspiration consciente et voulue serait susceptible d'imposer un changement.

TERRITORIALITÉ OU LA PORTÉE SOCIO-SPATIALE DES PRATIQUES ÉCOLOGISTES

Mais quels liens pouvons-nous faire entre territorialité et pratiques écologistes, suite à

notre recherche?⁹ Rappelons brièvement le contexte dans lequel évolue ces pratiques. Alors que le territoire a été défini par l'État et utilisé par le capital comme un espace de production, il porte aujourd'hui les marques historiques du modèle productiviste: parcellisé, uniformisé, sectorialisé et détérioré. Avec la crise et l'avènement de la technologie ont fondu les illusions de la croissance et du modèle de développement productiviste. L'État doit maintenant gérer la crise et la décroissance tout en faisant absorber par la société civile les effets dramatiques de cette crise¹⁰. Un des moyens serait justement d'utiliser les groupements sociaux pour gérer socialement la crise. Cette sorte de récupération de l'État n'est pas un phénomène nouveau; elle gresse constamment les marges de la société civile et par conséquent, menace leurs capacités de transformation sociale.

En guise de conclusion, nous nous posons la question de la quête de l'appropriation d'un territoire par les collectivités locales. Le discours et les pratiques écologistes en Sagamie témoignent de cette quête. Elles sont aussi l'expression d'un refus de la sectorialisation et parcellisation du travail et de la vie. Par rapport à un processus de territorialité, les pratiques écologistes sagamiennes deviennent des formes de représentation et d'organisation sociales. La présence de ces pratiques dans la société civile rappelle à l'État et au capital qu'une logique et une façon de vivre autres existent: elles investissent un lieu, revendiquent des utilisations alternatives et repolitisent ainsi le territoire. En somme, les pratiques et le discours écologistes produisent une territorialité. Reste à savoir si cette territorialité pourra se développer en convergence avec un mouvement social et conduire à un développement alternatif non "dualiste" où s'effectuerait la transformation des rapports sociaux.

Christiane Gagnon

Étudiante à la maîtrise en études régionales

Agent de recherche pour le GRIR

UQAC

NOTES ET RÉFÉRENCES

- 1- A cet effet, voir GAGNON, Christiane, Pratiques écologistes et développement alternatif en Sagamie, Mémoire de maîtrise, Tableau VI, Chapitre III. 167 p.
2. Ibid, Tableau VII, Chapitre III.
3. Pour en connaître plus long sur la participation des écologistes au Sommet sur le développement et l'économie de la région 02, voir le rapport de Jean DÉSY, Rapport d'une participation aux Tables sectorielles sur l'environnement et le pouvoir régional, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1984, 31 p., document de travail no.5.
4. La question des réseaux et de leur signification est développée dans FERGUSON, Marilyn, Les enfants du verseau, Paris, Calman-Lévy, 1981, pp. 160-165.
5. Ces emplois ne correspondent pas tous à des emplois annuels réguliers.
6. Au sujet de l'économie du tiers secteur, voir JOYAL, André, Le rôle du tiers-secteur dans le développement économique et régional, Trois-Rivières, UQTR, 1985, 27 p.
7. Cette affirmation est appuyée par une analyse de contenu, à partir des verbes d'action contenus dans tous les objectifs d'intervention.
8. Comme le mentionne le rapport de la commission provinciale sur la tordeuse des bourgeons d'épinette, à partir d'un problème environnemental donné le débat et la contestation s'élargit: "De l'arrosage on passe à la gestion forestière, de la gestion forestière à la politique forestière... de la politique du milieu forestier au processus d'intégration des questions environnementales dans la société et le modèle de développement", QUÉBEC, 1985, p. 3-31.
9. Notre réflexion théorique sur la territorialité a été alimentée par l'article de RAFFESTIN, Claude, "Remarques sur les notions d'espace, de territoire et de territorialité", Espaces et sociétés, Juin-Décembre 1982, pp. 167-171.
10. Par exemple, dans le secteur environnement, la pollution devient alors une occasion pour le gouvernement du Québec de lancer une nouvelle industrie: la dépollution.

TRAVAUX DU GRIR

VOLUMES

- 1- Groupe de recherche et d'intervention régionales, *Actes du colloque recherche-action*, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1984, 2e édition, 255 p.
- 2- Groupe de recherche et d'intervention régionales, *Le renouveau méthodologique en sciences humaines: recherche et méthodes qualitatives*, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1985, 60 p.
- 3- DESLAURIERS, Jean-Pierre, sous la direction de, *La recherche qualitative: résurgence et convergences*, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1985, 200 p.
- 4- KLEIN, Juan-Luis et LAROUCHE, Robert, *L'État et l'élite locale à la croisée des chemins, Les alternatives du développement régional vues au travers des SODEQ du Québec*, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1985, 115 p.
- 5- CHARBONNEAU, Roland, DESLAURIERS, Jean-Pierre, PRIGENT, Alain, et VIENNEY, Claude, *Analyse socio-économique comparée des coopératives d'habitation en France et au Québec*, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1985, 394 p.
- 6- DÉSY, Jean, sous la direction de, *Le développement agro-forestier au Québec et en Finlande*, Montréal et Chicoutimi, ACFAS et GRIR/UQAC, 1985, 249 p.
- 7- DIONNE, Hugues, GAGNON, Christiane, et KLEIN, Juan-Luis (éds), *Du local à l'État: les territorialités du développement*, Chicoutimi et Rimouski, UQAC/GRIR-UQAR/GRIDEQ, 1986, 141 p.
- 8- DIONNE, Hugues, KLEIN, Juan-Luis et LARRIVÉE, Jean (éds), *Vers de nouveaux territoires intermédiaires?*, Chicoutimi et Rimouski, UQAC/GRIR-UQAR/GRIDEQ, 1986, 230 p.

NOTES ET RAPPORTS DE RECHERCHE

- 1- KLEIN, Juan-Luis, DÉSY, Jean, CHARBONNEAU, Roland et GAGNON, Christiane, *Désengagement de l'État et organisations populaires en région périphérique: notes pour un projet de recherche*, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol. I, No 2, Novembre 1982, 16 p.
- 2- GÉLINAS, Arthur et GAGNON, Christiane, *Systémique, recherche-action et méthodologie des systèmes souples*, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol. II, No 1, Mars 1983, 18 p.
- 3- LÉVESQUE, Benoît, *D'un développement régional impossible à l'utopie du développement des régions*, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol II, No 2, Août 1982, 6 p.
- 4- DÉSY, Jean et GAGNON, Christiane, *État de la situation et problématique de l'environnement en Sagamie*, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol II, No 3, Août 1983, 66 p.
- 5- FALL, Khadiyatoula et KLEIN, Juan-Luis, *L'enjeu régional. De la dépendance au développement autocentré*, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol II, No 4, Septembre 1983, 24 p.

- 6- VASIL, Normande, Femmes, prise de décision et pouvoir; analyse des relations entre les époux dans la famille chicoutimienne pour la première moitié du XXe siècle, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol. III, No 1, Mai 1984, 12 p.
- 7- DESLAURIERS, Jean-Pierre, GODBOUT, Jacques et KLEIN, Juan-Luis, Les regroupements sociaux et les perspectives de développement autonome régional, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Vol. IV, No 1, Janvier 1985, 30 p.
- 8- BOUDREAU, Richard, GAGNON, Christiane, KLEIN, Juan-Luis et SAVARD, Francine, L'ancrage territorial du mouvement associatif en région périphérique, Notes et rapport de recherche, Vol. 5, No 1, Janvier 1986, 53 p.
- 9- AMÉGAN, Samuel, BLACKBURN, Louis-Marie, BONNEAU, Gilles, BOUCHER, Louis-Philippe et OUELLET, Jacques, L'école polyvalente Jonquière: modélisation d'un système-école, Notes et rapport de recherche, Vol. V, No 2, Mai 1986, 109 p.

DOCUMENTS DE TRAVAIL

- 1- DÉSY, Jean, CHARBONNEAU, Roland, GAGNON, Christiane et KLEIN, Juan-Luis, Groupes populaires et développement régional: Quels liens?, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Document de travail No 1, Mars 1983, 5 p.
- 2- DÉSY, Jean, L'interdisciplinarité, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Document de travail No 2, Juin 1983, 7 p.
- 3- DÉSY, Jean et GAGNON, Christiane, Rapport d'une participation à l'atelier de recherche-action dans le cadre du symposium international de recherche-formation en éducation permanente, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Document de travail No 3, Avril 1983, 36 p.
- 4- DUFOR, Simon, Réflexions sur la crise économique: éléments d'une approche holistique du développement en région périphérique, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Document de travail No 4, Avril 1984, 25 p.
- 5- BERGERON, Gilles et DÉSY, Jean, Rapport d'une participation aux tables sectorielles sur l'environnement et le pouvoir régional dans le cadre du Sommet sur l'économie et le développement de la Sagamie, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Document de travail No 5, Décembre 1984, 30 p.
- 6- BERGERON, Gilles, La contribution du Sommet sur le développement et l'économie de la région Q2 à la mise en place d'un processus d'auto-développement régional, Document de travail No 6, Janvier 1986.